

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/CTE/M/23

5 avril 2000

(00-1375)

Comité du commerce et de l'environnement

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION TENUE LES 29 FÉVRIER ET 1^{ER} MARS 2000

Note du Secrétariat

1. Le Comité du commerce et de l'environnement (CCE) s'est réuni les 29 février et 1^{er} mars 2000 sous la présidence de M. l'Ambassadeur István Major (Hongrie). L'ordre du jour figurant dans le document WTO/AIR/1234 a été adopté.

GROUPE DE QUESTIONS CONCERNANT L'ACCÈS AUX MARCHÉS

Point 2 Rapports entre les politiques environnementales qui intéressent le commerce et les mesures environnementales ayant des effets notables sur le commerce et les dispositions du système commercial multilatéral

2. L'observateur de l'OCDE a présenté le rapport rédigé par le rapporteur de l'atelier de l'OCDE sur les méthodologies d'évaluation de l'impact sur l'environnement des accords de libéralisation des échanges, qui s'est tenu à Paris les 26 et 27 octobre 1999 et a réuni environ 90 représentants de gouvernements, d'organisations internationales, d'ONG et d'universités (WT/CTE/W/133). Les participants s'étaient penchés sur les enseignements tirés d'études environnementales antérieures; les initiatives actuelles en matière d'évaluation des accords de libéralisation des échanges; les approches sectorielles des évaluations concernant l'agriculture, l'industrie manufacturière, les services et les forêts; des études de cas concrets d'évaluation dans le secteur des ressources naturelles au Chili et en Ouganda, l'utilisation de modèles en tant qu'instruments d'évaluation de l'impact sur l'environnement, les incidences réglementaires des règlements et des normes relatives à l'environnement ainsi que la participation de la société civile. Bien qu'aucune conclusion formelle n'ait été adoptée, plusieurs points importants avaient été mis en exergue. Compte tenu du stade encore embryonnaire des évaluations de l'impact sur l'environnement, des travaux étaient nécessaires pour élaborer et d'améliorer les données et les méthodes. La dernière partie du rapport, qui présentait une liste de propositions d'actions, définissait les lacunes des méthodologies actuelles, y compris la nécessité d'élaborer des méthodes d'études de l'impact sur l'environnement de l'AGCS et des dispositions relatives à l'investissement contenues dans les accords commerciaux. Il a aussi été jugé important de renforcer les capacités des pays en développement en vue de permettre la réalisation d'études. Les participants ont estimé qu'il était prématuré d'élaborer des lignes directrices multilatérales sur l'évaluation de l'impact des accords commerciaux sur l'environnement. Il a toutefois été jugé utile d'exposer les meilleures pratiques et les points communs des approches suivies par les pays procédant à des évaluations. Des exemplaires des actes de l'atelier pouvaient être consultés par les délégations intéressées au Secrétariat de l'OMC. Le Groupe de travail conjoint de l'OCDE sur les échanges et l'environnement ferait part de son expérience sur les évaluations et une réunion consacrée aux études d'impact sur la durabilité serait organisée en mars, sur l'invitation de l'Équateur, par le Fonds mondial pour la nature et la Fundación Futuro Latino Americano.

3. Le représentant des États-Unis a dit que sa délégation avait présenté des exposés sur ses activités relatives à la réalisation d'études environnementale, notamment pour l'ALENA et le Cycle d'Uruguay. En novembre 1999, les États-Unis avaient établi une étude sur les incidences économiques et environnementales de l'Initiative proposée de libéralisation accélérée des droits de douane sur les produits forestiers. Selon les conclusions de ce rapport, cette initiative n'aurait vraisemblablement aucun impact perceptible sur la récolte de bois globale des États-Unis et n'aurait qu'une incidence minime sur l'ensemble de la récolte de bois au niveau mondial. Ce rapport pouvait être consulté au Secrétariat et sur le site Internet du Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales (USTR) (www.ustr.gov). S'appuyant sur l'expérience acquise lors de l'élaboration de ce rapport et de rapports précédents, le Président Clinton avait promulgué un décret-loi en novembre 1999 (également disponible sur le site de l'USTR), en vertu duquel le gouvernement américain devait étudier l'impact des futurs accords commerciaux sur l'environnement, y compris par le biais d'analyses écrites des accords commerciaux importants sur le plan de l'environnement. Ce décret-loi institutionnalisait la prise en compte des questions d'environnement dans le processus de négociation. L'étude devait être réalisée suffisamment tôt dans le processus afin d'aider les négociateurs à définir leur position, même s'il ne s'agissait pas d'une condition préalable à la présentation de propositions de négociation. L'USTR et le Conseil de la qualité de l'environnement (CEQ) élaboraient conjointement des lignes directrices pour l'application du décret-loi, en collaboration avec des organismes s'occupant de la politique étrangère, de l'environnement et de l'économie. L'objectif était de publier des lignes directrices finales pour le milieu de l'an 2000. L'USTR et le CEQ avaient sollicité les observations du public sur les questions générales devant être abordées dans les lignes directrices, concernant notamment le calendrier et la procédure à suivre pour la rédaction d'une étude, ainsi que les méthodes d'évaluation de l'impact sur l'environnement dans le cadre des négociations commerciales. Les États-Unis tiendraient le CCE informé des progrès accomplis.

4. La représentante du Canada a indiqué que sa délégation était déterminée à intégrer le développement durable dans la politique intérieure et étrangère du pays. L'examen de l'impact des politiques et des programmes non environnementaux sur l'environnement était l'outil permettant de promouvoir cette cohérence des politiques, aux niveaux tant national qu'international. L'objectif de l'examen de l'impact sur l'environnement était d'informer les responsables politiques, avant toute prise de décision définitive, des conséquences des mesures de politique générale sur l'environnement et des options possibles pour y faire face. Le Canada avait entamé un examen national, en trois phases, de l'impact sur l'environnement de certains accords de l'OMC et des travaux accomplis depuis le Cycle d'Uruguay en vue des prochaines négociations de l'OMC. La première phase s'était terminée en novembre 1999, avant la Conférence ministérielle de Seattle, et avait abouti à la publication de l'Analyse rétrospective de l'examen environnemental de 1994 du Cycle d'Uruguay effectuée par le Canada, disponible sur le site Internet du ministère canadien des affaires étrangères et du commerce international (www.dfait-maeci.gc.ca, sous *Négociations et Accords commerciaux*). Lors de la deuxième phase – le cadre de l'examen environnemental – qui devait se terminer fin 2000, les observations du public sur l'Analyse rétrospective seront intégrées dans la méthode à suivre pour l'examen. Quant à la troisième phase – l'examen environnemental lui-même –, elle consistera à appliquer le cadre ou la méthodologie aux négociations de l'OMC.

5. L'Analyse rétrospective donnait une évaluation de l'exactitude des résultats de l'examen environnemental de 1994. Elle portait sur chacun des accords de l'OMC visé par l'examen de 1994 et comportait en outre deux nouvelles sections ayant trait respectivement aux travaux du CCE et à des différends commerciaux liés à l'environnement soumis récemment en vertu de l'article XX du GATT. À l'instar de l'examen de 1994, l'Analyse rétrospective portait sur l'incidence du Cycle d'Uruguay en matière de réglementation, sans chercher à estimer les effets matériels de ce dernier sur l'environnement. L'examen de 1994 avait abouti à la conclusion que "la libéralisation des échanges résultant du Cycle d'Uruguay favoriserait une répartition et une utilisation plus efficaces des ressources, et donc contribuerait à une hausse de la production et des revenus, ainsi qu'à une

diminution des pressions exercées sur l'environnement". Cette conclusion s'appuyait sur l'hypothèse selon laquelle le Canada garderait le droit d'édicter des règles pour protéger l'environnement. La conclusion de l'Analyse rétrospective était que le Canada, comme les autres Membres de l'OMC, conservait le droit d'appliquer des politiques et une réglementation rigoureuses en matière d'environnement. Deux différends à caractère environnemental soumis à l'OMC en vertu de l'article XX du GATT avaient été analysés afin d'illustrer la nature particulière d'un système fondé sur des règles, ainsi que l'importance d'une application juste et cohérente des mesures nationales de protection de l'environnement. Certains avaient estimé que ces différends restreignaient le droit des pays d'adopter une législation en matière d'environnement. Selon l'Analyse rétrospective, les décisions rendues ne remettaient pas en cause le droit des Membres de l'OMC d'adopter et de mettre en œuvre des mesures de protection de l'environnement, mais elles soulignaient que de telles mesures devaient être compatibles avec les obligations résultant des accords de l'OMC. L'Analyse rétrospective rappelait également que l'OMC avait conclu des accords afin d'instaurer une coopération effective avec d'autres organisations internationales ainsi que de consulter les ONG et de collaborer avec ces dernières. Il y était indiqué que le CCE était devenu l'élément institutionnel clé au sein de l'OMC chargé d'étudier de façon détaillée les questions liées au commerce et à l'environnement.

6. Le Canada avait engagé la phase 2 consacrée à l'élaboration du cadre à appliquer aux travaux futurs de libéralisation des échanges. Ce cadre, mis au point en collaboration avec les parties prenantes, adoptera une approche plus large que l'Analyse rétrospective. Des méthodes, des outils et des critères seront élaborés en vue de déterminer la probabilité et l'importance, pour chaque secteur, de l'impact sur l'environnement des accords actuellement négociés. Cette étude aidera les négociateurs canadiens à tenir compte des préoccupations liées à l'environnement dans les futures négociations commerciales. Il serait utile que les Membres qui réalisent des études environnementales communiquent au CCE des données d'expérience concernant les méthodologies et les conclusions. À ce propos, le Canada a demandé au Secrétariat d'établir un document factuel résumant les approches nationales de l'évaluation de l'impact de la libéralisation du commerce sur l'environnement.

7. Le représentant des Communautés européennes a déclaré que mi-1999, les CE avaient chargé des groupes de recherche de l'université de Manchester d'établir une évaluation de l'impact sur la durabilité afin d'analyser les répercussions des futures négociations de l'OMC sur la durabilité au niveau mondial. Un travail important avait été effectué sur les évaluations économiques et environnementales alors que d'autres éléments du développement durable avaient reçu une moindre attention. Durant la première phase de l'évaluation (juin-septembre 1999), les auteurs avaient analysé les publications relatives aux méthodes d'évaluation de l'impact et examiné plusieurs cas dans lesquels ces méthodes avaient été utilisées. Ils avaient ensuite élaboré une méthode d'évaluation à appliquer durant la deuxième phase, consacrée à une vaste évaluation qualitative des négociations prévues (septembre-novembre 1999). La méthode d'évaluation utilisait un groupe restreint d'indicateurs du développement durable pour mesurer l'impact possible de la future libéralisation des échanges et des changements dans l'élaboration des règlements sur la durabilité. Ces indicateurs, portant aussi bien sur les domaines économique, environnemental et social, comprenaient les suivants: revenu réel moyen, emploi, formation nette de capital fixe, justice sociale et pauvreté, santé et éducation, inégalité hommes/femmes, qualité de l'environnement, biodiversité et autres réserves de ressources naturelles.

8. La première phase consistait à déterminer les mesures nécessitant une évaluation d'impact sur la durabilité, en raison de leur impact potentiel notable. Durant la deuxième phase, les auteurs avaient réalisé, en utilisant leur méthode, une évaluation préliminaire de l'incidence du nouveau cycle de négociations sur le développement durable. Ils avaient conclu que la libéralisation du commerce dans tous les secteurs aurait probablement un certain impact et que chaque secteur devrait donc faire l'objet d'une évaluation préliminaire. Une étude avait ensuite été menée sur la base de trois scénarios intégrant les propositions de l'UE: un scénario de "référence" (la situation actuelle, en supposant le respect des engagements issus du Cycle d'Uruguay), un scénario "intermédiaire" (libéralisation un peu

plus poussée) et un scénario "libéralisation" (propositions de libéralisation plus ambitieuses). Cela avait permis aux auteurs de tester une série d'activités possibles, tout en fournissant des indications sur les secteurs qui devraient faire l'objet d'une attention particulière afin d'assurer un résultat durable. Le rapport sur la deuxième phase avait clairement montré que les résultats variaient en fonction des secteurs, des régions et du temps. L'évaluation révélait que la libéralisation du commerce avait un impact positif général, mais non universel, sur la croissance économique, avec des nuances entre les régions et dans le temps. Ces conclusions rejoignaient les résultats de l'analyse économique effectuée pour la Commission. La libéralisation du commerce avait également un impact potentiel généralement important sur le développement durable, dans ses aspects sociaux et environnementaux. Le rapport sur la deuxième phase présentait des idées pour modérer ou renforcer certaines mesures afin d'accroître l'impact du nouveau cycle sur la durabilité, c'est-à-dire des idées concernant les mesures à prendre en plus de ce qui était négocié afin d'atténuer les effets négatifs et d'exploiter les incidences positives. Ces mesures comprenaient des propositions liées au renforcement des capacités, ainsi que des initiatives lancées en dehors de l'OMC en matière de politique environnementale ou dans d'autres domaines.

9. La CE s'apprêtait à signer un contrat pour la troisième phase de l'évaluation de l'impact sur la durabilité, qui devrait débuter fin 2000. Le programme de travail pour la poursuite des négociations n'étant pas encore établi, la portée et la nature de la troisième phase n'avaient pas été définies en détail. Étant donné les négociations obligatoires dans les secteurs de l'agriculture et des services, ces derniers seraient évalués. L'évaluation devrait aussi probablement être axée sur les secteurs où l'impact sur la durabilité pourrait être important et dans lesquels des négociations sont probables. La méthode d'évaluation pourrait être affinée compte tenu des études en cours et les scénarios modifiés à mesure que les propositions de négociations se préciseraient. Au cours de la troisième phase, les CE poursuivraient le processus de consultation du public lancé au début de l'évaluation et auquel participaient le Conseil, le Parlement européen, les ONG, les groupements de consommateurs et d'entreprises ainsi que les syndicats. Des renseignements sur ce projet étaient disponibles sur le site Internet de la Direction générale du commerce et les parties intéressées pouvaient soumettre leur contribution aux auteurs de l'évaluation par courrier électronique. Ceux-ci avaient mis en place un site Internet sur l'évaluation qui avait été consulté par 2 500 personnes.¹

10. Le représentant de la Norvège a rappelé que l'objectif de développement durable figurait dans le préambule de l'Accord sur l'OMC. Par conséquent, durant les négociations et dans ses travaux habituels, l'OMC devrait tenir compte des préoccupations liées au commerce et à l'environnement, ainsi que des intérêts des pays en développement. À cet égard, les études d'évaluation de la durabilité pouvaient constituer un outil précieux. Elles donnaient des renseignements permettant d'évaluer les conséquences et les effets des activités prévues dans le mandat de l'OMC sur l'environnement dans les pays en développement. Ces renseignements pouvaient aider les Membres de l'OMC à adopter une attitude favorable au développement durable. Les études d'évaluation de la durabilité et les analyses environnementales constituaient un domaine relativement récent. Un travail utile avait été accompli par l'OCDE en matière d'élaboration de méthodologies, tandis que le PNUE et la CNUCED avaient entrepris une série de monographies. Lors de la préparation de la Conférence ministérielle de Seattle, la Norvège avait suggéré que l'on effectue des analyses de l'impact d'une libéralisation plus poussée du commerce sur l'environnement. Afin que les questions horizontales soient traitées de manière adéquate, la Norvège proposait d'inviter des organisations internationales telles que le PNUE, la CNUCED et la FAO à apporter leur contribution.

¹ Site Internet de la Direction générale du commerce: http://www.cc.cec:8082/comm/trade/2000_round/sia.htm; site Internet de l'université de Manchester: <http://fs2.idpm.man.ac.uk/sia/>; et courrier électronique: chk@man.ac.uk.

11. La Norvège effectuait des analyses environnementales dans les secteurs de la pêche, de l'agriculture et des services de transports, et d'autres secteurs pourraient s'ajouter à cette liste ultérieurement. Les instituts de recherche extérieurs chargés de l'analyse sectorielle devaient achever leurs travaux d'ici juin 2000. La Norvège avait l'intention de présenter son analyse lors des prochaines réunions du CCE. Le processus était transparent et ouvert; tous les ministères compétents y avaient participé et les ONG avaient été consultées. Les méthodes d'évaluation environnementales et les indicateurs environnementaux de l'OCDE avaient constitué la base des analyses sectorielles. Les chercheurs analyseraient les incidences environnementales - au niveau local, régional et mondial - d'une libéralisation plus poussée du commerce en étudiant les effets sur les produits et les technologies, ainsi que les effets d'échelle et les effets structurels et réglementaires. Les indicateurs environnementaux comprenaient des facteurs tels que le changement climatique, l'appauvrissement de la couche d'ozone, l'acidification et les déchets. La Norvège se réjouissait d'apprendre que d'autres Membres de l'OMC procédaient à des évaluations de la durabilité et espérait que d'autres encore suivraient cet exemple. Elle reconnaissait que les autorités nationales étaient responsables de l'exécution de ces travaux et que des problèmes de capacité se posaient dans de nombreux pays. Consciente de l'utilité des travaux visant à promouvoir le développement durable, la Norvège était prête à discuter de projets de coopération dans ce domaine avec les pays intéressés.

12. Le représentant de l'Argentine a déclaré qu'il serait utile de classer par catégories les politiques et les mesures commerciales, sans nécessairement se référer à des politiques nationales spécifiques, et de déterminer l'impact des mesures des différentes catégories sur l'environnement. L'objectif de l'OMC était de libéraliser le commerce. Cet objectif pourrait être renforcé si l'on trouvait des raisons supplémentaires d'œuvrer dans ce sens. Par conséquent, il serait bon de classer les restrictions et distorsions existantes des échanges en différentes catégories et d'analyser leur impact sur l'environnement. La libéralisation du commerce comportait certains avantages pour l'environnement, principalement liés à la capacité de corriger les prix des marchés afin qu'ils reflètent les coûts de production réels. Dans ce cas, le libre-échange renforcerait l'efficacité de la production, ce qui allégerait la pression et l'incidence de la production sur l'environnement. Le libre-échange serait donc alors non seulement compatible avec l'environnement, mais aussi bénéfique pour ce dernier. De nombreuses politiques commerciales en vigueur faussaient les échanges et créaient ainsi des distorsions de prix entraînant des pressions sur l'environnement. Même si l'Argentine jugeait utile d'échanger des données d'expérience nationales en matière d'évaluations environnementales, elle craignait que ces études ne soient utilisées pour renforcer les politiques commerciales nationales existantes et les positions de négociation à l'OMC, ce qui ne serait pas nécessairement bénéfique pour l'environnement ou le système commercial. Une méthode d'évaluation permettant de définir des catégories de mesures plutôt que des politiques nationales proprement dites, pourrait donner un nouvel élan aux travaux du CCE.

13. Le représentant de l'Inde a rappelé le principe de Rio selon lequel il appartenait aux seuls gouvernements d'entreprendre des évaluations environnementales au niveau national. L'Inde était prête à participer à un exercice se limitant au partage de l'information, mais tout ce qui sortirait de ce cadre serait un sujet de préoccupation. Quant aux méthodes d'évaluation environnementale, l'Inde jugeait préoccupante toute initiative visant à élaborer un instrument multilatéral. Une telle initiative serait, pour elle, inacceptable. L'Inde souhaitait connaître l'avis des autres Membres sur la proposition tendant à demander au Secrétariat d'établir une note d'information sur les évaluations environnementales.

14. Le représentant de Hong Kong, Chine, a appuyé la déclaration de l'Inde, la prudence étant de mise dans ce domaine. Tout en estimant que les Membres pouvaient parfaitement échanger des données d'expérience nationales en matière d'évaluation environnementale, il considérait comme inquiétante toute initiative qui sortirait du cadre de l'échange de renseignements factuels. Il se demandait si l'élaboration, par le Secrétariat, d'un résumé des évaluations environnementales

entreprises à ce jour au niveau national serait réellement utile, vu que les Membres étaient libres de faire part de ces évaluations de leur propre initiative au CCE.

15. Le représentant de la Malaisie partageait les préoccupations de l'Inde et de Hong Kong, Chine. À ce stade, aucun document ne devrait être élaboré par le Secrétariat et les débats devraient se poursuivre à l'initiative des Membres. Les évaluations environnementales devraient être entreprises au niveau national, si un gouvernement l'estimait nécessaire dans le cadre des procédures internes et s'il disposait des ressources financières suffisantes. En outre, vu la mission d'analyse du CCE, il était inapproprié d'envisager des disciplines multilatérales dans ce domaine. Il n'existait pas d'approche des évaluations environnementales qui soit valable dans tous les cas.

16. Le représentant du Mexique a appelé l'attention des Membres sur la diversité des approches et des méthodologies, montrant qu'il existait plusieurs façons de réaliser une évaluation environnementale et qu'elles étaient toutes également valables ou également imparfaites. Le Mexique partageait les préoccupations de l'Inde, de Hong Kong, Chine et de la Malaisie. Ce type d'exercice ne présupposait pas qu'à un certain stade des lignes directrices multilatérales seraient élaborées pour les évaluations environnementales. La question n'était pas de savoir s'il était prématuré d'élaborer des lignes directrices multilatérales, comme il était indiqué dans le rapport de l'OCDE, mais plutôt s'il était souhaitable de le faire. Le Mexique ne voyait pas comment la définition d'approches et de méthodes pour les évaluations environnementales faciliterait les négociations commerciales. Quant à savoir si la libéralisation du commerce était bonne ou mauvaise pour l'environnement, cela dépendait de la situation existant dans une zone géographique donnée. Si les États-Unis ou le Canada, par exemple, avaient conclu à un impact négatif sur l'environnement au terme de leur évaluation, le Mexique se demandait quelles en auraient été les conséquences. Il ne pensait pas que les États-Unis auraient retiré leur initiative de libéralisation accélérée des droits de douanes pour les produits forestiers, ou que le Canada aurait renégocié les Accords du Cycle d'Uruguay. Il appartenait à chaque Membre de décider de procéder ou non à une évaluation environnementale. Le Mexique appuyait la proposition tendant à demander au Secrétariat de réunir des données d'expérience nationales en matière d'évaluation environnementale, étant entendu qu'aucune conclusion n'en serait tirée.

17. Le représentant de la République tchèque a annoncé aux Membres que le Ministère tchèque de l'environnement avait engagé en 2000, avec un financement d'environ 500 000 couronnes tchèques, une évaluation de l'impact des accords commerciaux sur l'environnement et une évaluation de l'impact des accords environnementaux sur les échanges. L'atelier de l'OCDE avait largement contribué à cet exercice. La République tchèque accueillait favorablement les propositions du Canada et de la Norvège tendant à échanger des données d'expérience en matière d'évaluation, ce qui permettait de renforcer la capacité de pays tels que la République tchèque de mener à bien de telles analyses.

18. Le représentant du Japon a dit que puisque son pays n'avait pas encore décidé d'entreprendre des évaluations de l'impact sur l'environnement, il serait intéressant de tirer profit de l'expérience d'autres pays. Le Japon appuyait la proposition tendant à demander au Secrétariat de réunir des données d'expérience nationales en matière d'évaluation environnementale, en collaboration avec d'autres organisations intergouvernementales compétentes. Même si le Japon comprenait les préoccupations de certains pays, il estimait qu'une note du Secrétariat pourrait contribuer aux débats.

19. Rappelant que l'objectif de l'OMC était de promouvoir la libéralisation du commerce, la représentante du Brésil a dit que sa délégation appuyait la proposition de l'Argentine tendant à axer l'analyse sur les politiques commerciales conduisant à des distorsions des échanges et à évaluer leur impact sur l'environnement. Il était peu probable qu'une méthode spécifique appliquée dans une évaluation environnementale donnée puisse convenir à tous les secteurs, pays ou régions. C'était pourquoi, à ce stade, les Membres devraient échanger des données d'expérience nationales. Étant donné que les pays en développement ne disposaient pas de ressources financières suffisantes pour

réaliser des évaluations environnementales, le Brésil soulignait qu'une assistance technique serait nécessaire.

20. Le représentant des États-Unis a indiqué que les analyses environnementales devaient être menées au niveau national et qu'il n'existait pas d'approche valable dans tous les cas. Il était intéressant de rechercher la meilleure façon de réaliser ces études et les États-Unis poursuivaient encore leurs travaux dans ce domaine. Ils pensaient qu'il était utile de partager des données d'expérience car cela aiderait les pays à trouver la meilleure façon de procéder aux évaluations au niveau national. Le Mexique avait posé une question pertinente en demandant ce qui serait advenu si une analyse de la libéralisation accélérée des droits de douane pour les produits forestiers avait conduit à conclure que la libéralisation du commerce pouvait être nuisible pour l'environnement. Il était difficile de se placer dans une telle hypothèse, mais les États-Unis n'auraient pas pour réaction spontanée d'entraver la libéralisation du commerce. Toutefois, ils étudieraient les moyens d'assurer la synergie des aspects commerciaux et environnementaux. S'il s'avérait que la libéralisation pouvait être une source de contraintes sur l'environnement national, les États-Unis réexamineraient les systèmes qu'ils ont mis en place pour lutter contre ces contraintes afin de voir s'il était nécessaire de les renforcer. S'il apparaissait que des problèmes risquaient de se poser au niveau international, les États-Unis pourraient chercher les moyens de renforcer les efforts de coopération en cours dans le domaine de la foresterie et dans d'autres secteurs. La solution ne devrait pas consister à envisager immédiatement la possibilité de freiner la libéralisation. Toutefois, il importait de rester vigilant quant aux conséquences de la libéralisation du commerce sur l'environnement afin que des progrès puissent être réalisés sur la voie du développement durable. En tout état de cause, des progrès ne devraient pas être accomplis dans un domaine aux dépens de l'autre. Les États-Unis appuyaient la proposition tendant à demander au Secrétariat d'établir un document rendant compte des expériences nationales en matière d'évaluation environnementale. Ce document serait utile pour aborder la question de l'assistance technique qui, comme l'avait souligné le Brésil, était une source de préoccupations pour les pays en développement. Le partage de données d'expérience était une manière de fournir une assistance technique. La CNUCED et le PNUE entreprenaient également des travaux afin d'aider les pays en développement à réaliser des évaluations environnementales. Les États-Unis étaient intéressés par d'autres idées concernant l'assistance technique dans ce domaine.

21. Le représentant de l'Australie a dit que le CCE devrait servir d'enceinte pour l'échange de renseignements sur les évaluations environnementales nationales et l'examen des questions environnementales soulevées par la réforme des échanges commerciaux. L'Australie suggérait que la proposition soumise par l'Argentine soit retenue en tant qu'élément d'une approche "modulaire", selon laquelle les gouvernements effectueraient des travaux et en feraient part au CCE. Cette approche présentait beaucoup d'avantages compte tenu des incertitudes politiques et méthodologiques existant dans ce domaine. Le débat sur les évaluations nationales concernant les retombées des réformes des politiques commerciales sur l'environnement et la durabilité constituait un thème important et une suite logique des travaux généraux du CCE. Des travaux étaient en cours dans plusieurs organismes afin d'étudier les façons de procéder à des évaluations d'impact sur l'environnement et la durabilité, et notamment les aspects techniques de ces évaluations. Il faudrait suivre ces travaux afin de voir s'il était possible de dégager des éléments susceptibles de contribuer aux travaux du CCE. L'Australie était favorable à ce que les Membres fassent part de leurs études et des méthodes employées au CCE. Diverses approches méthodologiques étaient utilisées afin d'évaluer et de prévoir les retombées environnementales des transformations de l'activité économique provoquées par l'évolution des politiques commerciales. Bien que ces approches soient potentiellement utiles en tant qu'indicateurs ou thèmes de débat, ou pour l'étude des réformes de politique générale, elles présentaient aussi des limites.

22. L'Australie avait mis en place des processus prévoyant la consultation entre les différents organes gouvernementaux afin de s'assurer que les positions de négociation adoptées dans des instances telles que l'OMC tenaient compte des positions du gouvernement dans son ensemble et

permettaient de définir, d'analyser et d'intégrer, dans les positions de négociation les questions environnementales qui s'étaient posées dans le cadre de la politique commerciale. L'Australie avait également adopté des processus de consultations régulières dans le domaine du développement durable, notamment sur les thèmes "commerce et environnement" et "commerce et développement", qui permettaient de tenir compte des préoccupations environnementales de la communauté dans l'élaboration des politiques. Par ailleurs, la loi australienne exigeait qu'une analyse des conséquences des traités du point de vue de l'intérêt national, portant sur les facteurs environnementaux et les facteurs de durabilité, soit soumise pour examen à une commission parlementaire au stade de la prératification. La prise en compte des perspectives des pays en développement supposait que des analyses environnementales des accords commerciaux soient intégrées dans une évaluation plus large des incidences des négociations commerciales sur le développement durable, en particulier pour les secteurs des ressources naturelles qui revêtaient une importance particulière pour les pays en développement et dans lesquels il existait des distorsions considérables des échanges qui devaient être prises en considération dans les négociations de l'OMC. La recherche d'une approche adéquate de l'évaluation de la durabilité dans ces domaines serait essentielle. L'Australie avait étudié l'intégration des perspectives en matière de commerce, d'environnement et de développement dans son document intitulé: "La libéralisation du commerce et l'environnement: un programme de travail positif pour la réforme des échanges commerciaux" (WT/CTE/W/105).

23. Il a été décidé que le Secrétariat établirait une compilation factuelle des différentes approches des évaluations environnementales réalisées à ce jour au niveau national.

Point 3 b) Rapports entre les dispositions du système commercial multilatéral et les prescriptions, établies à des fins de protection de l'environnement, relatives aux produits, y compris les normes et règlements techniques et les prescriptions en matière d'emballage, d'étiquetage et de recyclage

24. Le représentant du Japon a indiqué que des mesures telles que l'éco-étiquetage constituaient des moyens d'action efficaces pour encourager l'utilisation de produits et services respectueux de l'environnement pour autant qu'on veille à ce qu'elles ne soient pas employées en tant qu'outil de protectionnisme déguisé. Il convenait également de définir le rapport entre l'éco-étiquetage et l'Accord OTC. Étant donné que les renseignements relatifs aux normes devaient être disponibles pour tous les exportateurs et producteurs, la coordination entre les organismes à activités normatives devrait être renforcée par l'échange de renseignements et la mise en place d'un point de contact national. L'analyse de l'impact de l'éco-étiquetage sur l'accès aux marchés montrait que les mesures de protection de l'environnement ne représentaient pas un obstacle majeur à l'accès des pays en développement aux marchés. Des études de cas sur l'impact de l'éco-étiquetage permettraient de se faire une idée des programmes souhaitables dans ce domaine. Au Japon, le programme Eco-mark avait été mené à bien par l'Association japonaise pour l'environnement (JEA). À la suite de l'adoption récente, en novembre 1999, des normes ISO pour l'éco-étiquetage de type I (ISO 14024), le processus d'élaboration de critères environnementaux pour l'Eco-mark avait été modifié afin de pouvoir prendre l'avis du public et garantir la participation de l'industrie, des consommateurs et des universités, en vue d'une meilleure transparence du programme. La JEA était membre du Réseau mondial d'éco-étiquetage (RME) et contribuait à l'harmonisation des critères d'éco-étiquetage au niveau international en vue d'instaurer la certification mutuelle. L'Eco-mark avait été notifiée à l'ISO, conformément à l'annexe 3 de l'Accord OTC.

25. Le représentant des Communautés européennes a indiqué qu'il souhaiterait une contribution du Secrétariat, à un certain stade, sur la compatibilité des programmes d'éco-étiquetage avec l'Accord OTC, compte tenu des normes ISO récemment adoptées. Les CE estimaient que l'existence de ces normes pouvait non seulement avoir une incidence, mais aussi clarifier la question de savoir s'il fallait mettre en place des programmes et quels seraient les rapports entre ceux-ci et l'Accord OTC.

26. Le représentant du Canada a indiqué que ce point mettait en évidence la réalité et les problèmes rencontrés par de nombreuses entreprises de beaucoup de secteurs, dans tout un ensemble de pays développés et en développement. Le Canada suggérait que le Secrétariat actualise sa note publiée sous la cote WT/CTE/W/101-G/TBT/W/103 et portant sur l'impact des programmes d'éco-étiquetage sur l'accès aux marchés. Le Canada soulignait l'importance d'échanger au CCE des données d'expérience nationales relatives aux programmes d'éco-étiquetage telles que celles de la Colombie concernant les fleurs coupées et celles du Canada concernant la foresterie. Un lien évident existait entre les discussions sur l'éco-étiquetage au sein du CCE et les questions soulevées au Comité OTC. Le Canada appelait l'attention des Membres sur les propositions d'action de la quatrième et dernière session du Forum intergouvernemental sur les forêts. Une des propositions préconisait d'"entreprendre d'autres travaux concertés sur les systèmes de certification et/ou d'étiquetage volontaires, dans la ligne des recommandations du Groupe intergouvernemental sur les forêts, pour assurer leur comparabilité internationale, et à examiner leur équivalence, en tenant compte de la diversité des situations nationales et régionales, tout en assurant une transparence adéquate et la non-discrimination dans la conception et l'application de ces systèmes et leur compatibilité avec les obligations souscrites au niveau international afin de promouvoir une gestion durable des forêts et de faire en sorte qu'ils ne créent pas d'obstacles injustifiés à l'accès aux marchés". Le Canada jugeait utile d'entreprendre des travaux supplémentaires dans plusieurs instances, y compris à l'OMC, afin de promouvoir l'équivalence des normes dont le respect est volontaire et d'étudier leur rôle potentiel en tant qu'obstacles non tarifaires aux échanges.

27. Le représentant de l'Inde a dit que la question de l'étiquetage figurait sur une liste ouverte de points à examiner lors du deuxième examen triennal de l'Accord OTC. Le Comité OTC avait été chargé de terminer cet examen d'ici la fin de 2000. L'Inde appuyait la demande concernant l'étude de l'incidence des programmes d'éco-étiquetage sur l'accès aux marchés, étant donné que ces programmes avaient des effets sur l'accès aux marchés, en particulier pour les pays en développement. L'Inde pensait que si l'éco-étiquetage était basé sur des procédés et méthodes de production ne se rapportant pas aux produits, ce qui était très souvent le cas, il n'était pas compatible avec les règles de l'OMC.

28. Il a été décidé que le Secrétariat actualiserait le document WT/CTE/W/101-G/TBT/W/103 concernant l'impact de l'éco-étiquetage sur l'accès aux marchés. Le Secrétariat invitait les Membres à lui signaler toutes études pouvant contribuer à cette mise à jour.

Point 4 Dispositions du système commercial multilatéral pour ce qui est de la transparence des mesures commerciales appliquées à des fins de protection de l'environnement et des mesures et prescriptions environnementales qui ont des effets notables sur le commerce

29. Le représentant du Japon a demandé au Secrétariat d'établir une liste annotée des documents du CCE classés en fonction des thèmes du programme de travail. Le Japon souhaiterait que le Secrétariat tienne les Membres informés des travaux entrepris dans d'autres organisations internationales et qu'il continue à fournir des bibliographies annotées d'ouvrages pertinents. Le Japon estimait que les documents du CCE devaient être mis en distribution générale dans toute la mesure du possible. Par exemple, les contributions des Membres devraient faire l'objet d'une distribution non restreinte, sauf indication contraire des Membres intéressés. Le CCE devrait également envisager de réduire le délai de six mois pour la mise en distribution générale, tout en tenant compte des procédures adoptées par le Conseil général en la matière.

30. Le représentant du Mexique a souligné l'utilité des bibliographies annotées, mais il a demandé que soit ajoutée une note introductive indiquant que l'OMC ou ses Membres ne partageaient pas nécessairement les vues exposées dans les publications mentionnées dans les bibliographies.

31. Le Secrétariat a indiqué qu'il avait établi à intervalles réguliers, afin d'informer les Membres, des bibliographies de documents récents en rapport avec les travaux du CCE, comme la bibliographie annotée d'ouvrages récents sur l'utilisation de mesures commerciales dans les AEM (WT/CTE/W/129). Le Secrétariat a invité les Membres à lui suggérer des ouvrages qu'ils avaient jugé particulièrement utiles et a indiqué qu'il tiendrait compte de l'observation du Mexique sur la question. Le Secrétariat distribuerait la liste des documents du CCE établis à ce jour (WT/CTE/INF/2). Les procédures de mise en distribution générale adoptées par le Conseil général prévoyaient que tout document contenant des renseignements mis à la disposition du public devait faire l'objet d'une distribution non restreinte. Ainsi, la Base de données sur l'environnement de 1999, qui contenait toutes les notifications à l'OMC mises à la disposition du public ferait l'objet d'une distribution restreinte.

Point 6 Effet des mesures environnementales sur l'accès aux marchés, notamment pour les pays en développement et en particulier les moins avancés d'entre eux, et avantages environnementaux de l'élimination des restrictions et distorsions des échanges

Analyse sectorielle

Pêche

32. Le représentant de l'Islande a présenté la proposition de sa délégation, contenue dans le document WT/CTE/W/132, tendant à ce que le Secrétariat mette à jour le chapitre sur la pêche du document "Avantages environnementaux de l'élimination des restrictions et distorsions des échanges" (WT/CTE/W/67), daté du 7 novembre 1997. Dans le cadre de cette mise à jour, le Secrétariat devrait effectuer une étude factuelle des incidences des subventions sur la pêche. L'étude pourrait porter, entre autres, sur les effets des subventions sur: a) le commerce et les distorsions des échanges dans le secteur de la pêche, b) la gestion des pêches, c) la surcapacité et la surpêche et d) l'impact de la pêche sur l'environnement. Le Secrétariat devrait coopérer étroitement avec la FAO, les organisations régionales de gestion des pêches et d'autres organisations susceptibles de communiquer des renseignements utiles à la réalisation de l'étude. Cette étude factuelle rassemblerait les renseignements disponibles. Elle devrait aussi tenir compte de l'importance du secteur de la pêche pour les pays en développement et les pays les moins avancés et de l'effet des subventions sur leur développement socio-économique.

33. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a indiqué que sa délégation, tirant parti de la dynamique qui avait été créée dans ce domaine, avait récemment commandé une étude visant à mieux saisir les liens existant entre les subventions à la pêche, le commerce, le développement et l'environnement. La synthèse des résultats de cette analyse était présentée dans le document WT/CTE/W/134. Les statistiques commerciales mentionnées aux paragraphes 2 à 5 montraient clairement que la quasi-totalité des pays avaient un intérêt dans la pêche, que ce soit en tant qu'exportateur, importateur ou consommateur de produits à base de poisson. La Nouvelle-Zélande avait centré ses travaux sur le problème des transferts financiers en général, plutôt que sur les effets des différentes catégories de transferts financiers. Elle avait cherché à étudier les niveaux et les types de transferts publics effectués en faveur de la pêche au niveau mondial, ce qui pourrait constituer le point de départ de travaux plus approfondis dans ce domaine. Des estimations du montant de l'aide publique octroyée au secteur de la pêche en 1996 par trois acteurs clés du secteur avaient été présentées dans le document, en particulier à l'annexe 1. La Nouvelle-Zélande s'était principalement fondée sur des données et des renseignements tirés d'analyses existantes, en particulier de celle qui avait été réalisée par M. Milazzo dans le cadre de son étude pour la Banque mondiale.

34. Dans le contexte des discussions menées précédemment au CCE sur l'importance relative et la fréquence des subventions qualifiées de "positives" ou "négatives", il convenait de noter que les travaux de la Nouvelle-Zélande tendaient à montrer que les subventions visant à réduire la surcapacité

étaient relativement peu importantes. Le document de la Nouvelle-Zélande comprenait également un rapide tour d'horizon des derniers travaux entrepris sur le subventionnement du secteur de la pêche dans d'autres enceintes internationales, en particulier à l'OCDE, la FAO et l'APEC. Dans une publication récente du PNUE, les "jeunes du monde entier" avaient insisté sur les problèmes environnementaux, causés notamment par la surpêche et la surcapacité, qui touchaient les zones côtières et de haute mer. La Nouvelle-Zélande souhaitait recevoir les observations des Membres sur ce document et encourageait les autres Membres à faire part de leurs analyses et de leurs expériences nationales dans le secteur de la pêche. Elle pensait que c'était grâce à l'échange de renseignements détaillés que le CCE pourrait comprendre les éléments sous-jacents du débat sur les subventions au secteur de la pêche et tenir compte des questions relatives aux règles de l'OMC dans ce domaine. La Nouvelle-Zélande se félicitait également de la proposition formulée par l'Islande dans le document WT/CTE/W/132, qui comprenait un résumé utile des discussions de l'OMC sur le sujet et qui soulignait l'importance des travaux du CCE dans ce domaine.

35. L'observateur de la FAO a présenté une mise à jour des renseignements sur les activités de la FAO relatives à la pêche et liées à la mise en œuvre du Plan d'action international pour la gestion de la capacité de pêche (document WT/CTE/W/135). La FAO procédait à l'élaboration de lignes directrices techniques pour la gestion de la capacité de pêche qui devraient être publiées vers le milieu de 2000. Elle lançait également une étude sur la détermination des facteurs qui contribuaient à la surcapacité et la non-durabilité, qui serait complétée par le résultat des travaux portant sur des questions connexes, tels que les activités de pêche illicites, non réglementées et non déclarées, la gestion des pêches et les subventions à la pêche. La FAO s'efforcerait aussi d'apporter un appui plus important aux États membres afin d'encourager la gestion durable des pêches, et en particulier de mettre en œuvre le Plan d'action. Le plan de travail de la FAO sur le rôle des subventions relatives à la durabilité des ressources halieutiques et au commerce de poissons et de produits à base de poisson prévoyait l'élaboration de plusieurs études connexes qui seraient examinées lors d'une Consultation d'experts organisée à Rome, du 28 novembre au 1^{er} décembre 2000. Un rapport qui en reprendrait les résultats, conclusions et recommandations serait présenté à la 24^{ème} session du Comité des pêches (COFI) de la FAO.

36. L'observateur de l'OCDE a indiqué que l'OCDE avait lancé en 1997 une étude visant à analyser les transferts financiers publics dans les pays membres de l'OCDE et à évaluer leur incidence sur la durabilité des ressources halieutiques. L'étude, à laquelle participaient environ 24 pays Membres et les CE, avait nécessité la collecte et l'analyse de renseignements. Les pays de l'OCDE avaient été invités à fournir des renseignements sur les transferts financiers publics, leur capacité de pêche et l'état de leurs stocks de poissons. L'analyse avait été menée afin de déterminer les liens entre: i) les transferts financiers et la capacité et les activités des flottes de pêche, ii) la capacité de pêche et les effets possibles sur les stocks de poissons. L'étude avait seulement porté sur les transferts financiers publics et leur incidence sur la durabilité des ressources et les stocks de poissons dans les pays de l'OCDE. L'incidence d'autres types de transferts n'avait pas été étudiée, notamment celle des changements induits par les transferts sur les flux commerciaux, l'investissement, les stocks de haute mer et les stocks des zones économiques exclusives des autres pays.

37. Il existait plusieurs types de subventions telles que l'aide de l'État dans les domaines suivants: infrastructure, gestion, recherche et respect des règles dans le domaine de la pêche, accès aux eaux territoriales d'autres pays, mise hors service de navires et retrait de licences, investissement et modernisation, soutien des revenus et assurance chômage, exonération d'impôt et amélioration des résultats économiques. Les résultats de l'étude seraient finalisés à la session du Comité des pêcheries de l'OCDE qui se tiendra du 20 au 22 mars. L'étude sur le secteur de la pêche montrait que les subventions dans ce secteur étaient généralement moins importantes, également en pourcentage, que dans le secteur agricole. L'aide aux producteurs pouvant encourager l'augmentation de la capacité de production était nettement inférieure à l'aide accordée aux services généraux (c'est-à-dire gestion, recherche et respect des règles). L'OCDE avait également lancé une étude sur la libéralisation des

marchés, visant à décrire les marchés mondiaux du poisson et à examiner les obstacles tarifaires et non tarifaires au commerce de poissons et de produits à base de poisson, ainsi que les investissements transfrontières dans ce secteur. Les effets possibles des transferts financiers publics vers le secteur des pêches sur le commerce des produits de la pêche seraient également pris en compte.

38. Le représentant de l'Argentine a demandé si l'évaluation de l'OCDE tenait compte de l'abandon de recettes publiques découlant de droits de douane non perçus du fait de l'échange de l'accès préférentiel aux marchés contre l'accès à leurs ressources halieutiques. De nombreux accords d'accès donnaient aux flottes de pêche étrangères l'accès aux zones économiques des pays en développement et prévoyait l'accès préférentiel pour le poisson provenant de ces zones. Cet accès préférentiel consistait en droits de douane faibles, voire nuls. Il signifiait aussi un abandon de recettes publiques pour le pays octroyant cet accès dans le cadre de l'accord permettant, aux navires étrangers, de capturer du poisson dans les zones économiques des pays en développement. L'observateur de l'OCDE a répondu qu'il serait, en théorie, préférable de prendre en compte le type d'aide mentionné par l'Argentine, mais qu'en réalité, les chiffres de l'OCDE ne l'incluaient pas. Pour certains pays, les données comprenaient les paiements directs effectués pour l'accès aux zones économiques de pays tiers.

39. Le représentant de l'Égypte a demandé à la FAO d'exposer les grandes lignes du programme qu'elle élaborait pour aider les pays en développement dans la mise en œuvre du Plan d'action. L'Égypte se félicitait de l'initiative de la FAO visant à organiser des ateliers pour les pays en développement, en coopération avec le Japon. L'observateur de la FAO a répondu que le programme était en cours d'élaboration et que des renseignements détaillés seraient fournis dans un avenir proche sur ce sujet.

40. Le représentant des Communautés européennes a demandé à l'OCDE et à la FAO quand leurs études sur les subventions à la pêche seraient disponibles. L'observateur de l'OCDE a répondu que si un accord était atteint à la session du 20 au 22 mars du Comité des pêcheries de l'OCDE, l'étude pourrait être publiée au milieu de 2000. Quant à l'observateur de la FAO, il a annoncé que le Département des pêches comptait présenter l'étude aux pays Membres en février 2001, lors de la 24^{ème} session du Comité des pêches de la FAO.

41. Le représentant de l'Australie s'est félicité des initiatives de l'Islande et de la Nouvelle-Zélande tendant à faire progresser les activités sur les subventions ayant un effet négatif sur la durabilité des ressources halieutiques à l'échelle mondiale. Le programme de travail proposé montrait que l'OMC avait, de toute évidence, un rôle à jouer qui était de compléter les efforts entrepris dans d'autres enceintes, dont la FAO. Il était essentiel de connaître le niveau de la production et du commerce des produits de la pêche, ainsi que les tendances enregistrées au cours des deux dernières décennies. L'Australie a remercié la Nouvelle-Zélande des efforts qu'elle avait accomplis pour faire en sorte que le CCE dispose de renseignements actualisés en présentant le document WT/CTE/W/134. Elle remerciait la Nouvelle-Zélande pour son analyse qui soulignait l'importance du commerce des produits de la pêche et notait qu'environ 40 pour cent de la production faisait l'objet d'échanges commerciaux, que de nombreux pays participaient à ce commerce et que les pays en développement étaient des exportateurs nets et assuraient environ 50 pour cent du total des exportations. Les estimations de l'importance des subventions allouées par les CE, les États-Unis et le Japon figurant dans le document WT/CTE/W/134, ainsi que de leur ventilation entre les différentes catégories, étaient particulièrement intéressantes. Les subventions sous forme d'aide à la conservation ne constituaient qu'une part modeste de l'aide totale octroyée, même si l'Australie reconnaissait qu'au moins certaines subventions de la catégorie "redevances d'exploitation" pouvaient comprendre des dépenses contribuant à améliorer la gestion des pêches. Devant l'importance des transferts identifiés, en particulier pour les CE et les États-Unis, l'Australie estimait que la catégorie "redevances d'exploitation" devrait être analysée plus en détail. La catégorie "aide intersectorielle" comprenait aussi des transferts importants et incluait des subventions qui pouvaient ne pas faire partie des

"subventions à la pêche", en ce sens qu'elles n'étaient pas directement octroyées à l'industrie de la pêche ou destinées à des activités de pêche. Cela rappelait l'importance de ne pas avoir d'idées préconçues quant aux types de subvention susceptibles de contribuer à la surcapacité et à la surpêche et de ne pas définir trop étroitement la partie des futurs travaux. L'Australie relevait, notamment dans le document WT/CTE/W/126, que la FAO lancerait une étude des subventions à la pêche afin de préciser les concepts et de passer en revue les difficultés analytiques et les autres approches possibles de la mesure et de l'évaluation de l'incidence des subventions sur le commerce et la durabilité. Les questions conceptuelles avaient leur importance. Les limitations des études existantes tenaient à des différences dans le classement des subventions par catégories. Le classement par catégories était important dans la mesure où il contribuait: i) à définir les subventions, ii) à évaluer leur impact sur la production, le commerce et l'environnement, et iii) à élaborer des outils de mesure adéquats.

42. L'Australie appuyait la proposition de l'Islande contenue au paragraphe 9 du document WT/CTE/W/132. Un document factuel du Secrétariat fondé sur les études précédentes de l'incidence des subventions sur la gestion des pêches, la surcapacité et la surpêche et l'impact de la pêche sur l'environnement contribuerait à fournir la base analytique nécessaire aux discussions futures. Vu l'intérêt suscité au niveau international et la diversité des organes s'occupant de la question, une actualisation des résultats de la recherche publiés récemment dans d'autres enceintes internationales, notamment la FAO et l'OCDE, serait également utile à tous les Membres du CCE. L'Australie se félicitait de la volonté, affichée dans la proposition, d'assurer un contact suivi avec d'autres organisations compétentes. Elle se félicitait aussi de la référence faite dans la proposition aux besoins des pays en développement et les moins avancés. C'était là un domaine dans lequel la réforme des échanges commerciaux permettrait de gagner sur trois tableaux: croissance économique, développement et environnement. Comme il était indiqué dans le document de la Nouvelle-Zélande, les pays en développement étaient à l'origine d'environ la moitié de la valeur des exportations totales. Les subventions qui touchaient le secteur de la pêche soulevaient des questions importantes dans les domaines du développement comme de l'environnement, étant donné que le commerce des produits de la pêche représentait une source considérable de devises étrangères pour de nombreux pays en développement. Garantir aux pays en développement une concurrence loyale dans les échanges commerciaux internationaux des produits de la pêche était essentiel pour promouvoir l'objectif du développement durable dans le secteur des pêches.

43. Le représentant de la Thaïlande a demandé si l'Islande envisagerait d'élargir son initiative concernant le secteur des pêches à celui de l'agriculture. La Thaïlande reconnaissait que si les subventions à la pêche pouvaient entraîner une surcapacité des pêcheries et la surpêche, certaines subventions encourageaient la durabilité de la pêche. Les subventions à la pêche et la gestion des pêches ne pouvaient pas être traitées séparément. La Thaïlande croyait comprendre que l'élimination ou la réduction des subventions à la pêche visait les subventions liées à la capture de stocks transfrontières ou chevauchants ainsi que de stocks de poissons grands migrateurs et de stocks de haute mer qui étaient dangereusement surexploités. Elle demandait à l'Islande si cela était exact. Le secteur de la pêche jouait un rôle important dans le développement socio-économique de la majorité des pays en développement. Dans certains cas, la flexibilité des subventions à la pêche dans les pays en développement était inévitable, vu en particulier les besoins des pêches artisanale et hauturière. La Thaïlande croyait comprendre que ces types de subventions étaient exclus de l'étude proposée par l'Islande. Elle appuyait la proposition de l'Islande, contenue dans le document WT/CTE/W/132, tendant à charger le Secrétariat de mener une étude factuelle sur l'incidence des subventions à la pêche et elle suggérait que l'étude porte aussi sur la valeur et la forme des subventions à la pêche, ainsi que leur incidence sur le développement socio-économique des pays en développement.

44. Le représentant du Pérou a indiqué que plusieurs études montraient que les subventions qui contribuaient à la surpêche et à la surcapacité avaient un impact négatif sur le commerce de poissons et de produits à base de poisson, ainsi que sur la durabilité des ressources halieutiques. Il était donc nécessaire de poursuivre le débat sur cette question à l'OMC. Le Pérou appuyait la proposition de

l'Islande tendant à mettre à jour le chapitre sur la pêche du document WT/CTE/W/67 en mettant l'accent sur l'importance de ce secteur pour de nombreux pays en développement et PMA.

45. Le représentant du Chili a appuyé la proposition de l'Islande contenue dans le document WT/CTE/W/132, sur la base de laquelle on pourrait examiner la possibilité d'éliminer les subventions à la pêche qui menaçaient la durabilité des pêches. L'étude ne devrait pas faire double emploi avec les travaux de la FAO; elle devrait être centrée sur les distorsions des échanges et se baser sur le fait que la libéralisation du commerce était essentielle pour le développement durable. Comme le Chili l'avait noté à Seattle, la question de l'élimination des subventions à la pêche pourrait aussi être examinée par le Comité des subventions. Le Chili pensait que le document de la Nouvelle-Zélande constituait une contribution précieuse aux discussions du CCE dans ce domaine.

46. Le représentant des Communautés européennes a estimé qu'il s'agissait d'un domaine où l'OMC pourrait apporter sa contribution à la protection de l'environnement. La participation pleine et équitable des pays en développement au commerce des produits de la pêche devrait être un objectif essentiel de tout nouveau cycle de négociations. La question était de savoir comment, à ce stade, traiter ces questions au CCE. Les CE souhaitaient chercher à atteindre cet objectif dans un cadre de négociations général. Les CE se félicitaient des travaux menés par la FAO et l'OCDE et reconnaissaient qu'il fallait définir clairement les concepts étudiés relatifs au secteur de la pêche. Les observations de la Thaïlande et de l'Argentine montraient que des divergences d'opinion existaient à propos des sujets à débattre au CCE. À ce propos, lorsque les travaux de l'OCDE seraient publiés, vers le milieu de 2000, on disposerait de beaucoup plus d'éléments sur lesquels centrer le débat au CCE. S'agissant de la référence de la Nouvelle-Zélande à la dynamique créée dans ce domaine et de celle de l'Islande aux textes de Seattle, il était clair depuis Seattle que toute tentative visant à isoler, dans les discussions de Seattle, ce qui avait intéressé telle ou telle délégation et à inclure ce texte dans les travaux de l'OMC aurait pour effet de rompre la dynamique plutôt que de la renforcer. Les CE étaient impatientes de reprendre ce débat sur la base de travaux plus approfondis. Il serait inutile que le Secrétariat effectue une compilation juste avant que ne soient publiés de nouveaux travaux d'envergure réalisés par d'autres organisations. Les CE estimaient que le document de la Nouvelle-Zélande donnait peut-être une analyse moins exhaustive que certaines des autres études à paraître. Par exemple, les données sur l'Union européenne faisaient apparaître un montant de 124 millions de dollars EU pour l'aide aux chantiers navals sous la catégorie de l'aide intersectorielle. Une étude plus approfondie aurait montré que les règles de l'UE sur les chantiers navals excluaient explicitement l'aide à la construction de navires de pêche. Les CE pensaient que l'OMC devrait examiner l'économie de ce secteur d'activité humaine. L'accès préférentiel pour les poissons qui supposait un abandon de recettes publiques pour le pays importateur, mais qui ouvrait l'accès aux ressources pour sa propre industrie, faisait partie de l'économie de ce secteur. À propos de l'observation de l'Argentine, il serait difficile de chiffrer les recettes publiques abandonnées et de considérer qu'il s'agit d'un avantage pour la branche exportatrice. En ce qui concerne d'autres aspects plus directement liés au commerce et susceptibles d'être abordés dans les négociations, il fallait se référer au cadre de l'Accord sur les subventions.

47. Le représentant de Hong Kong, Chine a appuyé la proposition islandaise concernant une étude factuelle de l'incidence des subventions sur le secteur de la pêche. Le document de la Nouvelle-Zélande avait contribué à l'analyse du CCE sur les avantages environnementaux que pourrait avoir l'élimination des mesures faussant les échanges, notamment les subventions. Hong Kong, Chine voyait l'intérêt des arguments exposés dans le document de la Nouvelle-Zélande au sujet de la possibilité de gagner sur deux tableaux et était favorable à la poursuite des travaux d'analyse dans ce domaine. L'Accord SMC prévoyait déjà certaines disciplines relatives aux subventions non agricoles et des subventions relatives à la pêche avaient été notifiées conformément à cet accord. Il convenait de déceler les lacunes éventuelles de l'Accord SMC s'agissant des subventions à la pêche avant d'envisager la nécessité d'établir des règles additionnelles dans ce secteur. Hong Kong, Chine

estimait que l'étude de l'APEC, mentionnée dans le document de la Nouvelle-Zélande, constituait un progrès dans ce sens et elle attendait avec intérêt de prendre connaissance des résultats de cette étude.

48. Le représentant de la Norvège a indiqué que les transferts publics vers le secteur de la pêche contribuaient, dans de nombreux cas, à la surcapacité et à la surexploitation. Toutefois, les subventions à la pêche ne représentaient qu'un élément parmi d'autres pouvant exercer une incidence négative sur le développement durable du secteur de la pêche. L'absence de régimes de gestion des pêches s'était accompagnée d'un progrès technologique rapide, combinaison malheureuse qui avait abouti, au cours de dernières décennies, à une exploitation non durable des ressources halieutiques et à une surcapacité de pêche. Cependant, un régime de gestion raisonnable avait été instauré dans de nombreuses zones économiques. L'élimination des subventions contribuant à la surcapacité aurait plusieurs effets positifs: elle conduirait à la mise en place d'un système de gestion plus durable, elle permettrait une meilleure exploitation des ressources halieutiques au niveau mondial et elle aurait une incidence économique positive sur l'efficacité et les résultats économiques, ainsi que sur le commerce. Parmi les types d'aide ayant contribué à la surcapacité figuraient les versements directs (soutien des revenus), fondés sur le volume des captures ou sur le nombre de navires, ainsi que les transferts visant à réduire les coûts, tels que les exonérations d'impôt ou les bonifications d'intérêts. La Norvège reconnaissait que les transferts publics pouvaient contribuer à assurer la durabilité des pêches et de l'écosystème aquatique. Les transferts en faveur des services généraux, tels que la gestion des pêches et la recherche, étaient positifs. Certaines subventions pouvaient également contribuer à réduire la surcapacité, telles que les transferts favorisant l'élimination de la surcapacité grâce à des programmes de mise hors service de navires ou la transition vers d'autres emplois pour les pêcheurs. Il importait, dans une perspective globale, que ces mesures d'encouragement ne favorisent en aucun cas le transfert de la surcapacité d'une région à une autre, ce qui ne ferait que déplacer le problème.

49. La Norvège appuyait la proposition de l'Islande concernant la mise à jour, par le Secrétariat, du chapitre du document WT/CTE/W/67 sur la pêche. Elle estimait que les travaux sur les subventions à la pêche menés à la FAO et à l'OCDE étaient importants et appuyait les observations des CE sur la nécessité de fonder les débats du CCE sur une information précise. Il fallait avoir un tableau plus complet des subventions à la pêche, qui servirait de base à une réduction des subventions à la pêche qui nuisaient à l'environnement à l'échelle mondiale. Le secteur de l'aquaculture avait introduit une dimension nouvelle dans la dynamique du secteur de la pêche aux niveaux national et mondial. Les chiffres de la FAO pour 1997 montraient que la production aquacole, en pourcentage du total de la production globale, était passée de 13 pour cent en 1990 à 23 pour cent en 1997. Le secteur de l'aquaculture en Norvège était à l'origine de 40 pour cent du total de la valeur des exportations de poisson en 1999. L'importance grandissante du secteur de l'aquaculture devait être prise en compte dans le débat sur les pêches. L'aquaculture pourrait permettre de réduire la pression sur les stocks de poissons et créer un effet positif sur l'environnement.

50. Le représentant des Philippines a dit que plusieurs organisations internationales accordaient une attention grandissante aux subventions à la pêche. Le Plan d'action de la FAO appelait à éliminer tous les facteurs, y compris les subventions, qui conduisaient à la surcapacité. Les Philippines suggéraient que dans son étude sur la pêche, l'OCDE analyse le soutien des prix du marché, qui avait un effet de distorsion sur les échanges. À l'instar de la Norvège, les Philippines estimaient qu'une gestion efficace était essentielle à la durabilité des pêches. La gestion durable supposait également une réforme réelle des subventions à la pêche. Le document de la Nouvelle-Zélande illustrait les grandes différences, s'agissant des subventions à la pêche, entre pays développés et pays en développement. L'importance des subventions à la pêche dans les pays développés était alarmante vu leur incidence négative sur le développement durable, y compris la compétitivité commerciale, la productivité et la conservation des ressources dans les pays en développement. La situation était d'autant plus préoccupante qu'il n'y avait pratiquement aucune subvention à la pêche dans les pays en développement. Les Philippines appuyaient la proposition tendant à étudier l'état du subventionnement à la pêche et à définir les subventions ayant un effet de distorsion sur les échanges.

et conduisant à la dégradation de l'environnement, afin de travailler à leur élimination. Comme l'Islande le rappelait dans son document et la Thaïlande dans ses observations, il faudrait aussi garder à l'esprit le rôle essentiel du secteur de la pêche dans les stratégies de développement des pays en développement.

51. Le représentant du Japon a indiqué que la FAO avait entrepris de définir tous les facteurs contribuant à la surexploitation des ressources halieutiques. Le Japon contribuerait à faire progresser les travaux afin que l'OMC puisse tenir compte de ces éléments dans le prochain cycle de négociations globales. Le Japon souhaitait attendre la publication de l'étude de la FAO. Il n'était pas opposé à la proposition de l'Islande tendant à demander au Secrétariat de réaliser une étude factuelle sur les subventions à la pêche, si cela supposait la collecte des renseignements disponibles. Il se demandait comment le Secrétariat pourrait tenir compte de l'importance du secteur de la pêche dans les pays en développement par le biais de la collecte de renseignements. Il relevait qu'une grande partie du document de la Nouvelle-Zélande s'inspirait d'une étude de la Banque mondiale. Comme le Japon l'avait fait observer au Conseil général en septembre 1999, cette étude reflétait l'opinion d'une personne et non celle de la Banque mondiale, et présentait de nombreux problèmes, parmi lesquels des estimations pour le moins approximatives. Certains chiffres concernant le Japon étaient incorrects. L'étude indiquait, par exemple, que le Japon accordait des subventions s'élevant à 245 millions de dollars EU pour l'accès aux ressources étrangères, or il n'en octroyait aucune. Le Japon estimait que l'étude de la Banque mondiale ne devrait pas servir de base aux travaux futurs. Il souhaiterait disposer du document de M. McLeod afin de mieux analyser le document de la Nouvelle-Zélande. Il formulerait des observations plus détaillées sur les documents de l'Islande et de la Nouvelle-Zélande à la prochaine réunion du CCE. Le Japon estimait que les subventions qui n'étaient pas "bonnes" n'étaient pas nécessairement "mauvaises", mais qu'elles pouvaient aussi être "neutres". Il pensait que les dépenses publiques destinées à garantir une utilisation durable des ressources halieutiques, concernant par exemple le respect des règles et la recherche, étaient nécessaires et ne constituaient pas des subventions. Cette catégorie devrait être exclue de l'étude sur la pêche. Le Japon notait que de "mauvaises" subventions associées à une absence de gestion adéquate des pêches entraîneraient probablement la surexploitation des ressources halieutiques.

52. Le représentant du Canada a reconnu la menace que représentait la surcapacité dans le secteur de la pêche pour la durabilité des ressources marines. Le Canada avait participé aux travaux en cours dans des instances internationales telles que la FAO, l'OCDE et l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique sur l'aide financière au secteur de la pêche. Le rôle du Canada dans le Plan d'action de la FAO montrait combien il était attaché à la limitation de la capacité de pêche au niveau mondial. Le Canada encourageait les Membres à participer et à apporter leur soutien aux travaux en cours dans ces instances, dont les résultats contribueraient à mieux appréhender cette question et à appuyer les débats futurs de l'OMC sur le besoin éventuel de nouvelles disciplines dans ce domaine. Le Canada reconnaissait que les subventions favorisant la surcapacité dans le secteur de la pêche pouvaient avoir des effets néfastes sur la durabilité des ressources halieutiques et qu'elles devraient être supprimées. Ainsi que le faisait observer la Nouvelle-Zélande dans son document, certaines subventions, telles que le programme fédéral canadien sur le retrait de licences et l'aide accordée aux travailleurs déplacés, pouvaient constituer un moyen efficace de réduire la capacité de pêche et les pressions sur les ressources marines. Le Canada estimait que la question de l'élimination des subventions contribuant à la surcapacité devrait être abordée dans le cadre de négociations larges sur l'amélioration des disciplines relatives aux subventions prévues dans l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires, plutôt que sur une base sectorielle. Quant à la proposition de l'Islande tendant à demander au Secrétariat de réaliser une étude, le Canada souhaitait éviter de déprécier ou de répéter inutilement les travaux menés par la FAO et l'OCDE.

53. Le représentant de la Hongrie appuyait les travaux de l'OCDE sur les subventions à la pêche, et estimait qu'il serait préférable d'attendre qu'ils soient terminés afin d'en intégrer les résultats dans tout travail du Secrétariat sur les pêches.

54. Le représentant de la Malaisie appuyait la proposition de l'Islande concernant la mise à jour, par le Secrétariat, du chapitre du document WT/CTE/W/67 sur la pêche. La Malaisie se félicitait des éclaircissements apportés par les Communautés européennes et le Japon à propos des données; il était en effet important de disposer de statistiques correctes avant d'entamer de nouvelles négociations dans ce domaine. La Malaisie remerciait la Norvège pour ses observations sur la contribution de l'aquaculture au développement durable. Ainsi que la Thaïlande et les Philippines l'avaient fait observer, les travaux dans ce domaine devraient également tenir compte des aspects socio-économiques, qui revêtaient une importance particulière pour les pays en développement. La Malaisie demandait pourquoi les mesures de soutien des prix n'avaient pas été incluses dans les études de l'OCDE et de la FAO et s'il était prévu d'en tenir compte.

55. Le représentant des États-Unis appuyait la proposition de l'Islande concernant la mise à jour, par le Secrétariat, du chapitre du document WT/CTE/W/67 sur la pêche, de même que la suggestion de la Thaïlande de tenir compte de la dimension développement. Cette suggestion aiderait à répondre à la question du Japon sur la façon d'intégrer cette dimension dans l'étude. En recensant les travaux existant dans ce domaine, le Secrétariat pourrait s'intéresser aux travaux portant sur cette dimension. Malgré la contribution importante que devraient apporter les études de la FAO et de l'OCDE, les États-Unis estimaient qu'il n'était pas nécessaire d'attendre leur achèvement. Le Secrétariat devrait s'inspirer des travaux entrepris dans différentes enceintes. Il ne faudrait en aucun cas présumer que toutes les subventions sont "mauvaises". Le Japon avait raison de noter que les subventions pouvaient avoir une incidence "bonne", "mauvaise" ou "neutre" sur la gestion des pêches. Le CCE devrait éviter toutes approches simplistes et voir quels étaient les types de subventions qui conduisaient à la surcapacité dans le secteur de la pêche. Il serait utile de continuer à développer et clarifier les données sur la pêche. Les États-Unis souhaitaient y contribuer. Comme le faisait observer la Nouvelle-Zélande dans son document, les subventions à la pêche octroyées par quelques pays représentaient la majeure partie de ces subventions. Ces Membres pourraient donner au CCE des renseignements sur la nature et le montant des subventions afin de mieux faire comprendre ces questions. Une partie de cette information serait transmise par le biais de notifications au Comité des subventions, mais certains renseignements dépassaient le cadre de la définition des subventions figurant dans l'Accord SMC et méritaient d'être étoffés. Les États-Unis se félicitaient des renseignements donnés par les CE et le Japon sur leurs pratiques et suggéraient que ces échanges deviennent systématiques afin d'éclairer le débat au sein du CCE.

56. Le représentant du Mexique a réaffirmé que l'élimination des subventions était bénéfique non seulement pour l'environnement, mais aussi pour le commerce, en particulier pour les pays en développement. Le Mexique rappelait que dans le document de l'Islande, le paragraphe sur les pêches reprenant le texte du président à la Conférence ministérielle de Seattle n'avait pas été approuvé et qu'il devrait figurer entre crochets. Le Mexique estimait que les subventions n'étaient pas "bonnes" ou "mauvaises", mais qu'elles étaient autorisées ou interdites par les règles de l'OMC. Il n'était pas nécessaire d'émettre des jugements de valeur à ce sujet et il n'appartenait pas au CCE de dire si un certain type de subvention était "bon" ou "mauvais". Le Mexique ne souhaitait pas prendre part à un exercice de caractérisation des subventions au sein du CCE; une telle tâche incombait au Comité des subventions. Par ailleurs, il faudrait éviter de répéter inutilement des travaux déjà réalisés par d'autres organisations dans ce domaine. Le Mexique appuyait la proposition de l'Islande concernant la mise à jour du chapitre du document WT/CTE/W/67 sur la pêche, pour autant que l'étude consiste en une mise à jour factuelle et non en une révision. S'agissant de la proposition de la Thaïlande tendant à tenir compte des aspects socio-économiques des subventions à la pêche, le Mexique rappelait que les questions d'ordre social ne relevaient pas du mandat de l'OMC ou du CCE.

57. Le représentant de l'Inde a souligné l'intérêt que sa délégation portait à ce sujet, même si elle n'avait pas encore arrêté sa position. L'Inde appuyait la proposition de la Thaïlande tendant à tenir compte des incidences socio-économiques des subventions à la pêche dans les pays en développement. Elle était impatiente de contribuer aux travaux dans ce domaine.

58. Le représentant de l'Argentine appuyait la demande exprimée par l'Islande dans le document WT/CTE/W/132 concernant une mise à jour, par le Secrétariat, des renseignements sur les subventions à la pêche. Cela permettrait au CCE de progresser dans un domaine qui montrait que la libéralisation du commerce favorisait la protection et la préservation de l'environnement. L'élimination des subventions à la pêche présentait également des avantages pour les pays en développement où la pêche artisanale souffrait de la concurrence des flottes de pêche hauturière qui bénéficiaient de subventions dans les pays disposant des moyens nécessaires. Dans leurs documents, la Nouvelle-Zélande et l'Islande avaient noté la nécessité d'encourager une utilisation raisonnable des incitations économiques dans l'exploitation des ressources naturelles. Il ne s'agissait pas d'affirmer que ces incitations, en l'occurrence les subventions, étaient "mauvaises" en soi. Le CCE devait analyser leur impact sur le développement durable et, plus spécifiquement, sur l'exploitation durable des ressources halieutiques. Conformément aux règles de l'OMC en matière de subventions, l'abandon de recettes publiques devrait aussi être considéré comme une subvention. Il en allait de même pour les réductions tarifaires accordées en tant qu'une partie du "prix à payer" pour accéder à la zone économique exclusive d'un Membre, étant donné qu'elles représentaient un abandon de recettes publiques pour le pays importateur. Cet abandon des recettes publiques faisait normalement partie des accords d'accès signés entre pays développés et pays en développement. Les pays développés offraient un accès préférentiel à leurs marchés et payaient, en conséquence, des droits moins élevés aux pays en développement qui leur permettaient d'accéder à leurs zones de pêche. Les droits perçus par les pays en développement pouvaient être utilisés pour surveiller les captures et mettre en œuvre la législation sur les pêches. Au lieu de cela, l'accès préférentiel aux marchés avantageait principalement les flottes de pêche. En conséquence, l'intervenant demandait à la Nouvelle-Zélande si l'abandon des recettes publiques, souvent prévu dans les accords d'accès, était pris en compte dans les données figurant dans son document.

59. L'Argentine appuyait les observations du Mexique sur la classification des subventions. Toutefois, le problème ne concernait pas le point de savoir si les subventions étaient "mauvaises" ou "bonnes", mais le mandat du CCE, qui était d'analyser les avantages environnementaux de l'élimination des restrictions et des distorsions des échanges. Le CCE devrait contribuer à améliorer la compatibilité entre la libéralisation des échanges et la protection de l'environnement en déterminant les restrictions et les distorsions qui avaient un impact négatif sur l'environnement. S'agissant de l'observation des CE selon laquelle tous les accords de libéralisation des échanges entraînaient un abandon de recettes publiques, l'Argentine estimait que dans ce cas, il s'agissait d'un seul gouvernement qui avait donné un accès préférentiel à son marché en échange de l'exploitation de ressources naturelles. L'abandon de recettes publiques constituait une subvention selon la définition de l'OMC. L'Argentine soulignait que cette pratique avait également des conséquences sur la gestion des ressources dans le pays en développement signataire d'un accord d'accès.

60. Le représentant de la Suisse a dit que bien que la pêche ne soit peut-être pas l'une des questions les plus sensibles pour sa délégation, les travaux du CCE et l'approche des Membres à cet égard étaient importants, indépendamment du domaine abordé. La Suisse était préoccupée par la déclaration selon laquelle le CCE ne devrait pas se demander si les subventions étaient "bonnes" ou "mauvaises", mais si elles étaient autorisées au regard des règles de l'OMC. La mission du CCE était de mieux comprendre, par le biais de l'analyse et du débat, les liens réciproques entre le commerce et l'environnement. Le CCE devrait analyser les mesures commerciales, telles que la libéralisation des échanges ou les mesures limitant le commerce, afin de déterminer si elles servaient les objectifs inscrits dans le préambule de l'Accord sur l'OMC. La libéralisation des échanges n'était pas un but en soi pour l'OMC, mais constituait un moyen d'atteindre ces objectifs. Le rôle du CCE était d'analyser les subventions afin, par exemple, de déterminer si elles étaient "bonnes" ou "mauvaises" du point de vue de la réalisation de ces objectifs.

61. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a remercié les Membres de leurs observations sur le document présenté par sa délégation. Il ressortait des discussions que les Membres souhaitaient

obtenir des renseignements précis sur la situation actuelle dans ce secteur. Bien que son document ait été établi sur la base de l'étude de la Banque mondiale de 1998, la Nouvelle-Zélande complétait cette analyse à mesure qu'elle recueillait de nouveaux renseignements, notamment de la FAO et de l'OCDE. Pour répondre à l'Argentine, l'intervenant a indiqué que les catégories de subventions figurant dans l'annexe du document de la Nouvelle-Zélande étaient très proches de celles qui apparaissaient dans l'étude de la Banque mondiale de 1998. En ce qui concerne les transferts financiers budgétisés et les activités de pêche à l'étranger, les données se rapportaient à l'aide budgétaire directe. La notion d'abandon de recettes publiques pourrait être difficile à évaluer, notamment pour ce qui est de certaines préférences tarifaires pouvant faire partie d'un accord global concernant l'accès à la zone d'un État côtier. Il serait utile de savoir dans quelle mesure l'OCDE avait examiné cette question dans son étude. L'observation des CE à propos des chiffres sur la construction navale figurant dans le tableau comparatif du document de la Nouvelle-Zélande était utile. La Nouvelle-Zélande se pencherait sur la question; toutefois, l'intervenant demandait si la directive des CE concernait uniquement l'aide spécifique au secteur de la pêche dans le domaine de la construction navale ou si elle était plus générale. À propos des observations du Japon concernant la part relativement faible des "bonnes" subventions, il précisait que le pourcentage indiqué dans le document de la Nouvelle-Zélande avait trait aux subventions visant à réduire la surcapacité et non aux autres catégories de subventions. Lors de précédents débats au CCE, il avait été fait mention d'initiatives nationales visant à réduire la surcapacité. Le Mexique avait raison de noter qu'il était difficile d'émettre des jugements de valeur qui pourraient être partagés par l'ensemble des Membres du CCE. En se fondant sur des renseignements relatifs à la nature des transferts financiers dans le secteur de la pêche, les Membres seraient mieux à même d'évaluer quelles étaient les catégories pertinentes pour les travaux de l'OMC, vu que l'Organisation s'occupait des effets commerciaux du subventionnement. La Nouvelle-Zélande appuyait la proposition de l'Islande concernant la mise à jour, par le Secrétariat, du chapitre du document WT/CTE/W/67 sur la pêche.

62. Le représentant de l'Islande a indiqué que l'appui apporté à la proposition de sa délégation reflétait l'intérêt du CCE pour cette question. L'Islande estimait que la suggestion de la Thaïlande d'intégrer la dimension développement était excellente. La question des subventions à la pêche faisait l'objet d'un intérêt grandissant au sein de plusieurs organismes internationaux dont la FAO, l'OCDE, la CDD et l'APEC, de même qu'au CCE. Si l'on savait que le subventionnement des pêches favorisait la surcapacité, donc la surpêche, faussait les échanges commerciaux et compromettait le développement durable, des évaluations précises faisaient défaut sur la nature et l'importance des subventions à la pêche au niveau mondial et sur leurs incidences, en particulier pour le commerce. Il importait de procéder à une telle analyse factuelle pour mieux comprendre les effets négatifs des subventions à la pêche et faciliter les négociations dans ce secteur. Le document de la Nouvelle-Zélande contribuait à combler le manque de renseignements et montrait la nécessité d'une analyse factuelle approfondie des subventions à la pêche au sein de l'OMC. L'Islande se félicitait de la proposition de la Nouvelle-Zélande tendant à inviter les Membres à faire part de leurs analyses et de leurs expériences.

63. Le Président a noté que les Membres souhaitaient poursuivre le débat sur les subventions à la pêche au CCE. À cet égard, il serait utile que le CCE puisse disposer des études en préparation à la FAO et à l'OCDE, qui permettraient d'étayer au mieux les débats. Il convenait d'éviter de répéter inutilement les travaux d'autres organisations intergouvernementales.

64. Il a été décidé que le Secrétariat mettrait à jour le chapitre du document WT/CTE/W/67 sur la pêche pour la réunion du CCE des 24 et 25 octobre, en collaboration avec d'autres organisations intergouvernementales et en tenant compte de la dimension développement.

Agriculture

65. Le représentant de l'Argentine a présenté les résultats d'une Conférence FAO/Pays-Bas sur le caractère multifonctionnel de l'agriculture et des terroirs, tenue à Maastricht du 12 au 17 septembre 1999 (WT/CTE/W/127). Ce rapport rendait compte des efforts accomplis par les experts participants pour analyser la notion de multifonctionnalité en agriculture, et en particulier à déterminer la façon de la promouvoir par le biais de la politique commerciale. L'Argentine estimait que la notion de multifonctionnalité n'ajoutait rien à l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture et qu'elle était comparable à celle du développement rural durable d'*Action 21*. Lors des préparatifs de la Conférence ministérielle de Seattle, plusieurs pays avaient évoqué la notion de multifonctionnalité et émis des idées sur la façon dont les politiques commerciales pourraient la promouvoir. La multifonctionnalité établissait un lien évident entre les objectifs environnementaux et les politiques commerciales. Comme il était indiqué dans le rapport de Maastricht, toute activité humaine était multifonctionnelle, y compris l'agriculture. L'importance de politiques ciblées, transparentes et d'un bon rapport coût-efficacité qui n'entraînaient pas de distorsion de la production et du commerce avait été confirmée dans le rapport. Les participants à la Conférence de Maastricht avaient reconnu que les définitions, la portée, l'utilité, la valeur ajoutée et la couverture de la notion de multifonctionnalité pouvaient être perçues différemment. L'agriculture remplissait de multiples fonctions dans le contexte du développement rural durable. Il était noté dans le rapport de Maastricht qu'il importait de veiller à ce que les mesures de politique générale ne limitent pas injustement l'accès aux marchés, en particulier pour les pays en développement. Compte tenu des déclarations précédentes faites au CCE soulignant que l'agriculture avait des fonctions allant au-delà de la simple production de denrées alimentaires et de fibres et que ces fonctions devaient être maintenues pour les avantages sociaux qu'elles procuraient, ce rapport était utile car il pouvait aider à trouver comment procéder pour atteindre ces objectifs.

66. Le représentant de l'Australie a remercié l'Argentine d'avoir fait distribuer le rapport du Président de la Conférence de Maastricht, qui éclairait l'analyse de la durabilité de l'agriculture et de l'utilisation des terres et précisait sa position par rapport aux questions de développement et à l'environnement politique international. Ces vues donnaient au CCE des éléments d'information pour ses travaux sur le point 6 et sur les questions agricoles. Le rapport soulignait l'importance d'*Action 21* et du Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation. Les participants étaient d'accord sur un certain nombre d'idées fondamentales, qu'il convenait de mettre en relief: pour promouvoir l'agriculture et le développement rural durables, on pouvait utiliser un "éventail" de politiques appropriées qui soient "ciblées, transparentes et d'un bon rapport coût-efficacité [et] qui n'entraînent pas de distorsion de la production et du commerce"; un cadre analytique cohérent devrait être élaboré pour mesurer les coûts et avantages économiques, environnementaux et sociaux des interconnexions, en tenant compte des différences entre les régions; une coopération plus intense devait être mise en place entre les différentes régions du monde pour parvenir à une agriculture durable, notamment dans les domaines de la création d'institutions, du partage de l'information, du transfert de technologie, du renforcement des capacités et de l'accès aux marchés; il fallait mettre en place "un système d'échange des denrées agricoles équitable et fondé sur le marché et éviter d'imposer des obstacles au commerce non justifiés de ces denrées, de façon à faciliter l'intégration des politiques agricoles et environnementales, qui devraient devenir complémentaires"; il était nécessaire de veiller à ce que "les mesures politiques ne limitent pas injustement l'accès aux marchés et n'introduisent pas de distorsions sur les marchés d'exportation des denrées alimentaires et agricoles", en particulier pour les pays en développement. Le rapport indiquait également un éventail de politiques aux niveaux national, régional et international qui aideraient les pays à améliorer la durabilité. L'Australie recommandait aux Membres de prendre note du rapport, qui rappelait l'importance de ce domaine pour les pays en développement. Ce rapport pouvait également être pris en compte s'agissant de l'efficacité des politiques.

67. Le représentant de la Suisse a indiqué que le rapport du Président de la Conférence de Maastricht abordait des questions intéressantes pour le CCE dans le domaine de l'agriculture. Le rapport contenait un bref exposé de différents aspects du caractère multifonctionnel de l'agriculture et notait que celle-ci pouvait contribuer au bien-être de la société. Il y était reconnu que l'agriculture ne visait pas uniquement à produire des denrées alimentaires, mais avait également d'autres objectifs, dont la réalisation nécessitait la mise en place de politiques ciblées et transparentes. Vu son caractère multifonctionnel, l'agriculture contribuait aux objectifs que constituaient le développement rural et la décentralisation des zones de peuplement; la production de biens publics ou d'externalités positives par les agriculteurs, telles que les services environnementaux et la gestion des ressources naturelles et des sites; la sécurité alimentaire et la sécurité sanitaire et la qualité des produits alimentaires; la conservation du patrimoine culturel, y compris des savoirs régionaux sur les méthodes d'exploitation et d'aménagement des sites. La multifonctionnalité de l'agriculture contribuait également à combattre la faim dans le monde et à promouvoir le développement durable. Ces objectifs, qui différaient selon les pays et les régions, montraient que les aspects environnementaux ne représentaient qu'un seul élément du caractère multifonctionnel de l'agriculture. Bien que les avantages de l'agriculture ne se limitent pas à la production de denrées alimentaires, la libéralisation du marché agricole ne bénéficierait qu'à ce seul aspect.

68. Des mesures spécifiques devraient être adoptées pour maintenir les incitations concernant les avantages apportés par l'agriculture dont le prix du marché des produits agricoles ne tient pas compte, tels que les avantages sociaux ou écologiques. Les études examinées par le CCE avaient montré que certaines mesures adoptées à cette fin pouvaient être inefficaces, voire nuisibles, car elles encourageaient les externalités négatives telles que l'appauvrissement accéléré des ressources naturelles et la dégradation de l'environnement. Les mesures de soutien liées aux niveaux des intrants et de la production pouvaient entraîner une mauvaise affectation des ressources, favorisant une production inefficace et la dégradation de l'environnement. Certaines méthodes de production produisaient des externalités environnementales positives qui n'étaient pas rémunérées par le marché. Il pourrait être utile d'élaborer des critères permettant de distinguer les mesures bénéfiques des mesures nuisibles. Il conviendrait également d'étudier la question de la vérification multilatérale de ces critères et de leur application. La Suisse reconnaissait que la libéralisation des échanges commerciaux, si elle s'accompagnait de politiques environnementales saines, pouvait jouer un rôle déterminant dans la promotion du développement durable. La libéralisation du commerce était un moyen d'assurer la prospérité générale; cet objectif ne pouvait être atteint qu'en adoptant un train de mesures qui devraient être vérifiables. Tel était l'objectif des prochaines négociations agricoles. Une telle approche permettrait d'éviter des scénarios "perdants" sur deux tableaux au profit d'une situation avantageuse tant pour le commerce et le développement que pour l'environnement.

69. Le représentant de la Nouvelle-Zélande estimait que le rapport de Maastricht était important pour les travaux du CCE et a indiqué l'avoir soutenu dans d'autres instances, telles que la Commission du développement durable. Il a appelé l'attention des Membres sur plusieurs points mentionnés dans le rapport et notamment sur le fait que "toutes les activités humaines étaient multifonctionnelles", ce qui s'opposait à l'argument selon lequel l'agriculture était "unique" à cet égard. Immédiatement après la mention des "fonctions non alimentaires de l'agriculture", était signalée l'importance de "politiques ciblées, transparentes et d'un bon rapport coût-efficacité qui n'entraînent pas de distorsion de la production et du commerce". Il était aussi indiqué dans le rapport qu'"il fallait mettre en place un système d'échange des denrées agricoles équitable et fondé sur le marché et éviter d'imposer des obstacles non justifiés au commerce de ces denrées, de façon à faciliter l'intégration des politiques agricoles et environnementales, qui devraient devenir complémentaires". Ces conclusions renforçaient l'opinion de la Nouvelle-Zélande sur la notion de multifonctionnalité. En tant que pays fortement tributaire des exportations de produits agricoles mais aussi des revenus de l'écotourisme, la Nouvelle-Zélande attachait une grande importance à la complémentarité de l'agriculture et de l'environnement, dont il était question au paragraphe 20 du rapport. Les politiques visant à protéger l'environnement ou à promouvoir des pratiques de gestion durables en agriculture devraient être

spécifiquement conçues pour garantir l'utilisation du moyen le plus efficace d'atteindre cet objectif, lequel devrait par ailleurs en limiter la portée. Les politiques environnementales devraient aussi être dissociées de la production, car les politiques prévoyant des subventions couplées à la production encourageaient les agriculteurs à accroître leur production. Cela pouvait entraîner une augmentation du cheptel, une augmentation de la surface des terres arables ou un accroissement de l'utilisation d'intrants, ce qui risquait davantage de nuire à l'environnement.

70. La Nouvelle-Zélande estimait que la catégorie verte de l'Accord sur l'agriculture offrait de nombreuses possibilités d'allouer aux agriculteurs des aides découplées en vue de la réalisation d'objectifs en matière d'aménagement de sites ainsi que d'objectifs environnementaux et socio-économiques et d'autres objectifs liés à la "multifonctionnalité" sans entraîner de distorsion des échanges. Comme il était indiqué dans le rapport de Maastricht, l'agriculture n'était pas seule à avoir des fonctions multiples. Si les gouvernements étaient libres de concevoir leurs politiques nationales de façon à soutenir la multifonctionnalité de leur agriculture, ils ne devraient pas être autorisés à répercuter les coûts de leurs choix sur le reste du monde par des pratiques qui faussaient les échanges. La Nouvelle-Zélande remerciait l'Argentine d'avoir présenté le rapport de Maastricht, qui avait apporté une contribution précieuse aux discussions du CCE.

71. Le représentant des Communautés européennes s'est félicité de la présentation du rapport de Maastricht, qui reflétait les conclusions du Président. Ce rapport confirmait l'importance des discussions dans un domaine faisant l'objet de négociations au titre du programme incorporé de l'OMC et d'une approche ouverte des documents de nature à stimuler le débat.

72. Le représentant de l'Afrique du Sud estimait que le rapport de Maastricht était utile pour les travaux du CCE et qu'il soulignait des aspects importants de la notion de multifonctionnalité. À propos du caractère multifonctionnel de l'agriculture, le rapport précisait qu'à ce jour, aucune définition de cette notion n'avait été convenue au niveau international. Même lorsqu'il s'agissait des fonctions non alimentaires de l'agriculture, il était indiqué dans le rapport que les politiques ne devraient pas entraîner de distorsion dans la production et le commerce des produits agricoles.

73. Le représentant de la Norvège estimait que les diverses fonctions alimentaires et non alimentaires de l'agriculture constituaient des aspects importants à prendre en compte dans la conception et la mise en œuvre des politiques. La Norvège avait fait connaître ses points de vue dans les quatre documents qu'elle avait présentés au Comité de l'agriculture. En pratique, les notions de multifonctionnalité et de considérations autres que d'ordre commercial étaient identiques. Les considérations autres que d'ordre commercial étaient explicitement inscrites dans l'Accord sur l'agriculture. La multifonctionnalité avait été explicitement mentionnée dans le Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation en 1996 et par les Ministres de l'agriculture à la Conférence ministérielle de l'OCDE en 1999. À l'instar des CE, la Norvège estimait que le rapport de Maastricht reflétait les conclusions du Président.

74. Le représentant de l'Uruguay a indiqué que le rapport de Maastricht était pertinent pour les débats du CCE. Il reflétait les conclusions auxquelles était parvenu M. Hans Alders, Président de la Conférence, après négociations avec les participants.

75. Le représentant du Costa Rica a dit que le rapport de Maastricht constituait une base de discussion utile pour le CCE. Comme il était indiqué dans le rapport, des exemples montraient qu'il était possible de mettre en œuvre des programmes assurant une agriculture et un développement rural durables qui ne faussaient pas les échanges et ne nuisaient pas à l'environnement.

76. Le représentant du Japon a indiqué que la notion de multifonctionnalité avait été reconnue par l'OCDE et la FAO. L'avis du Japon à propos de cette notion était bien connu. Étant donné que l'agriculture variait en fonction des conditions spécifiques à chaque pays, il n'était pas possible de

choisir un seul critère pour réglementer l'agriculture. La multifonctionnalité de l'agriculture était étroitement liée à la production agricole et les mesures de politique générale ne pouvaient être totalement dissociées de la production.

77. Le représentant des États-Unis a remercié l'Argentine d'avoir présenté le rapport de Maastricht. Les États-Unis appuyaient les conclusions du Président contenues dans le rapport. La question n'était pas de savoir si les pays s'efforçaient de maintenir le caractère multifonctionnel de l'agriculture, mais comment ils s'y prenaient pour y parvenir. Il était très risqué de rechercher les avantages de la multifonctionnalité par des moyens qui sapaient les efforts entrepris par d'autres pays pour parvenir à un développement et une agriculture durables. La catégorie verte de l'Accord sur l'agriculture offrait aux pays de larges possibilités de s'assurer les avantages de la multifonctionnalité de l'agriculture.

78. La représentante du Canada a remercié l'Argentine d'avoir présenté le rapport du Président sur la Conférence de Maastricht et a associé sa délégation aux observations de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de l'Afrique du Sud, de l'Uruguay et des États-Unis.

79. Le représentant du Brésil a indiqué que le rapport de Maastricht réaffirmait les objectifs du Groupe de Cairns. Il ne fallait pas chercher à atteindre l'objectif de la multifonctionnalité de l'agriculture d'une façon qui fausse les échanges. Le Brésil estimait qu'il existait différents types de subventions. Chaque pays souhaiterait octroyer des subventions dans des domaines où il n'était pas particulièrement compétitif et libéraliser les secteurs dans lesquels il était apte à affronter la concurrence. Ainsi, certains pays souhaitaient peut-être libéraliser le secteur de la pêche mais pas le secteur agricole. S'agissant des subventions, il conviendrait de tendre vers la cohérence des politiques. La notion de multifonctionnalité s'appliquait à tous les secteurs économiques de l'activité humaine.

80. Le représentant des Philippines a dit que le caractère multifonctionnel de l'agriculture ne devrait pas être utilisé pour justifier la mise en place de mesures qui faussaient les échanges.

81. Le représentant de Hong Kong, Chine a estimé que le débat sur l'agriculture devrait être replacé dans son contexte. Le CCE n'était pas le Comité de l'agriculture. Il convenait de réfléchir à la manière dont la notion de la multifonctionnalité de l'agriculture pouvait contribuer à la libéralisation des échanges commerciaux, à la protection de l'environnement et au développement durable.

82. Le représentant de l'Argentine estimait que la Conférence de Maastricht avait donné l'occasion de débattre de la notion de multifonctionnalité avant Seattle. Pour que des progrès soient possibles, il avait d'abord fallu accepter de supposer que les participants examinaient de bonne foi une notion qui ne servirait pas à masquer de vieilles subventions et pratiques protectionnistes. Bien que ce rapport ait été élaboré sous la responsabilité du Président, il rendait fidèlement compte du contenu des discussions. Pour les pêches, le problème se situait au niveau de la surcapacité des flottes de pêche, alors que pour l'agriculture, le principal problème commercial et environnemental était la surproduction. La surcapacité et la surproduction avaient des causes similaires liées aux incitations économiques. Les conséquences étaient également similaires. La surproduction était liée à l'accumulation de stocks considérables qui étaient bradés sur les marchés internationaux, concurrençant de manière déloyale la production des pays en développement et entraînant des distorsions de prix qui plaçaient les producteurs de ces pays devant un choix difficile: réduire les coûts de production ou quitter le marché. Cela empêchait les producteurs de suivre de bonnes pratiques environnementales et les gouvernements de mettre en œuvre des règlements environnementaux appropriés.

Services environnementaux

83. L'observateur du CCI a indiqué que les activités du CCI liées à l'environnement étaient centrées sur l'aide aux exportateurs et importateurs des pays bénéficiaires afin qu'ils relèvent les défis et saisissent les occasions créés par la prise de conscience écologique des marchés internationaux. En 1997, le CCI avait mené une étude sur les incidences des accords de l'OMC pour les exportateurs de l'industrie de l'environnement des pays en développement. Lors de la réunion du CCE d'octobre 1999, le CCI avait présenté sa publication intitulée *"Implications of the WTO Agreements for International Trade in Environmental Industries"*. Afin que les exportateurs des pays en développement soient mieux informés sur la libéralisation dans le secteur de l'industrie de l'environnement, le CCI avait organisé dans plusieurs pays en développement, dont l'Inde, la Thaïlande, le Pakistan, la Malaisie et les Philippines des tables rondes qui avaient réuni plus de 400 représentants de l'industrie de l'environnement, de gouvernements et d'ONG.

84. Compte tenu du succès remporté par ces tables rondes, le CCI finalisait une proposition relative au lancement, en coopération avec le Secrétariat de l'OMC, d'un projet sur les "Perspectives de marchés pour les industries de l'environnement des pays en développement et des économies en transition". L'objectif était d'accroître les chances de parvenir à des situations avantageuses sur tous les plans, commerce-environnement en développement, grâce à l'élimination des restrictions et distorsions des échanges dans le domaine des technologies et des services environnementaux. Les objectifs du projet étaient les suivants: i) évaluer dans quelle mesure il existe des obstacles au commerce dans l'industrie de l'environnement, en particulier dans les pays en développement, ii) renforcer la capacité des pays en développement de développer leur industrie de l'environnement par le biais de la participation des petites et moyennes entreprises des pays développés et en développement, et iii) étudier les possibilités offertes par les marchés émergents et libéralisés à l'échelle mondiale en ce qui concerne les technologies, les produits et les services environnementaux, y compris par le biais de coentreprises. Le secteur privé avait un rôle essentiel à jouer dans le transfert de technologies respectueuses de l'environnement, qui serait facilité par la libéralisation. Les principaux résultats du projet seraient: l'élaboration de profils par pays et par région concernant le potentiel d'exportation des industries de l'environnement, la détermination des éventuels obstacles au commerce, l'organisation d'une série d'ateliers pour les fonctionnaires et les représentants de l'industrie des pays en développement et, enfin, l'élaboration d'une publication conjointe OMC/CCI sur les marchés mondiaux des technologies, des services et des produits environnementaux. Compte tenu du débat du CCE sur les situations permettant de gagner sur les trois tableaux, le CCI estimait que l'initiative était opportune et utile et était disposé à débattre de la proposition de projet avec les délégations intéressées.

Observations générales

85. Le représentant du Canada a dit qu'il était regrettable que les dispositions de l'article 8 concernant certaines subventions en faveur de l'environnement soient devenues caduques, conformément à l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (SMC). Cela constituait un recul en arrière dans les efforts visant à classer les subventions selon qu'elles faussent ou non les échanges et à préciser davantage les droits et les disciplines de l'OMC. Cela pouvait également soulever des questions plus larges sur la capacité de l'Accord SMC de tenir compte des préoccupations environnementales. Les dispositions de l'article 8 concernant la recherche-développement étaient importantes pour la réalisation des objectifs environnementaux. Une tâche essentielle pour les gouvernements consistait à encourager la recherche sur les nouvelles technologies en vue de résoudre les problèmes environnementaux. Le Canada appuyait les efforts visant à rétablir l'article 8 de l'Accord SMC ainsi que d'autres dispositions qui étaient devenus caducs le 31 décembre 1999. Il devrait s'agir d'une priorité pour le Comité SMC.

86. Le représentant de l'Inde a indiqué que les discussions avaient porté sur un seul aspect de l'accès aux marchés, à savoir l'élimination des restrictions et distorsions des échanges. Il existait deux autres aspects: i) le maintien de l'accès aux marchés dont bénéficient actuellement les pays en développement, et ii) l'octroi à ces pays d'un accès aux marchés supplémentaire. Il était largement reconnu que pour pouvoir améliorer la protection de l'environnement, les pays en développement auraient besoin de ressources financières qu'ils se procureraient grâce à un meilleur accès aux marchés. Par exemple, si une entreprise d'un pays en développement se heurtait à des restrictions commerciales pour un produit qu'elle exportait parce que ce produit ne répondait pas aux normes environnementales du pays importateur, la situation qui en résulterait serait contraire aux résultats recherchés: l'entreprise serait en effet privée de ressources essentielles et ses chances de satisfaire aux normes environnementales du pays importateur seraient réduites à néant. Des entreprises indiennes s'étaient heurtées à des obstacles de ce type. Il était donc au minimum indispensable de maintenir l'accès aux marchés existant pour les exportations des pays en développement. Dans le cas contraire, la capacité des pays en développement d'assurer la protection de l'environnement serait compromise. Un accès aux marchés supplémentaire devrait être accordé aux pays en développement afin qu'ils puissent mieux faire face aux préoccupations environnementales. L'Inde avait l'intention de présenter un document à ce sujet.

AUTRES POINTS

Points 1 et 5 Rapports entre les dispositions du système commercial multilatéral et les mesures commerciales prises à des fins de protection de l'environnement, y compris celles qui relèvent d'AEM; et rapports entre les mécanismes de règlement des différends du système commercial multilatéral et ceux qui sont prévus dans les AEM

87. Le représentant du Canada a accueilli avec satisfaction les notes du Secrétariat sur les faits récents intervenus dans le cadre du Protocole de Montréal et de la Convention de Bâle (WT/CTE/W/130) et des Conventions sur le consentement préalable donné en connaissance de cause (PIC) et sur les polluants organiques persistants (POP) (WT/CTE/W/128), ainsi que la bibliographie annotée d'ouvrages sélectionnés sur l'utilisation des mesures commerciales dans les AEM (WT/CTE/W/129). Le Canada accueillait aussi avec satisfaction le corrigendum relatif au document WT/CTE/W/130 établi sur la base des préoccupations qu'il avait exprimées. Il rappelait sa position à propos de la relation entre les dispositions du système commercial multilatéral et les mesures commerciales des AEM. Il continuait à penser que l'OMC devrait être une organisation qui agit préventivement et favorise un environnement juridique fondé sur des règles et sur la prévisibilité. À cet égard, clarifier la relation entre les règles de l'OMC et les mesures commerciales des AEM constituerait un moyen efficace d'éviter de percevoir un conflit potentiel. Le Canada estimait qu'une approche des AEM fondée sur des principes et des critères pourrait aider les groupes spéciaux de l'OMC à évaluer les mesures commerciales des AEM et les négociateurs internationaux à envisager le recours à des mesures commerciales dans un AEM. Le Canada poursuivait ses travaux sur les moyens d'éclaircir les rapports entre les AEM et l'OMC en suivant une approche fondée sur des principes et des critères; il en communiquerait les résultats à la réunion du CCE des 5 et 6 juillet.

88. Le représentant des Communautés européennes s'est félicité de la conclusion du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, qui contribuait au renforcement du droit international de l'environnement et constituait un pas modeste, mais important vers l'intégration du commerce et du développement et l'instauration d'un équilibre entre eux. Les rapports entre le Protocole et les autres accords internationaux avaient été définis dans ce que l'on pourrait appeler une version édulcorée du préambule de la Convention PIC, qui mettait l'accent sur le renforcement mutuel et ne visait pas à modifier les droits et les obligations résultant des accords existants. Le Protocole n'était pas subordonné à d'autres accords internationaux. Les CE se félicitaient de l'introduction du principe de précaution dans le Protocole. C'était la première fois qu'un instrument international sur l'environnement reconnaissait explicitement le principe de précaution et en faisait un article applicable

dans un AEM. Les CE avaient récemment adopté un document sur la façon d'appliquer le principe de précaution dans le droit communautaire, qui pouvait être consulté au Secrétariat. Lors du débat sur les AEM à la réunion de juillet du CCE, les CE pourraient revenir sur le principe de précaution. Si le document des CE sur le principe de précaution était lu sous l'angle des échanges commerciaux, on pouvait y trouver de nombreux principes rassurants relatifs à des notions reconnues à l'OMC, tels que la proportionnalité, les principes scientifiques et l'objectivité.

89. Le représentant des États-Unis s'est félicité de l'adoption du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques qui permettrait d'atteindre les objectifs environnementaux énoncés dans le Protocole sans interférer indûment avec le commerce international. Le Protocole pourrait en fait renforcer la confiance dans les produits génétiquement modifiés. Les États-Unis ne pensaient pas que le Protocole soit une version édulcorée de la Convention PIC, mais estimaient que les termes utilisés étaient adaptés au Protocole. Le point essentiel était que ce texte montrait bien que le Protocole ne visait pas à modifier les droits et obligations existants dans le cadre de l'OMC. Les débats sur le principe de précaution qui avaient eu lieu durant les négociations portaient sur les types de contrôle à mettre en place afin d'éviter le recours abusif à une notion encore embryonnaire. Des travaux étaient nécessaires afin de préciser comment appliquer cette notion. Les experts de la pêche aux États-Unis avaient noté que le Protocole ne constituait pas la première tentative visant à mettre en application le principe de précaution; des accords relatifs à la pêche l'avaient déjà fait dans le passé.

90. Le représentant de l'Australie a indiqué que l'adoption du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques constituait un progrès important dont l'Australie débattrait avec intérêt au cours de la prochaine réunion du CCE en juillet. Compte tenu de l'attention avec laquelle il convenait d'examiner les dispositions du Protocole, l'Australie s'en tiendrait à des observations préliminaires. Possédant une des biodiversités les plus riches au monde et fortement tributaire du secteur agricole, l'Australie s'intéressait de très près au Protocole. Elle relevait l'affirmation énoncée dans le préambule du Protocole, selon laquelle les accords commerciaux et environnementaux devaient s'étayer mutuellement en vue de parvenir à un développement durable. Cet aspect du préambule, ainsi que d'autres, étaient compatibles avec le principe selon lequel les pays qui seraient parties au Protocole et à l'Accord sur l'OMC pourraient et devraient respecter leurs engagements au titre de chacun de ces accords d'une manière qui soit pleinement compatible avec l'autre. Les articles 10 et 11 du Protocole reconnaissaient la nécessité de tenir compte des situations dans lesquelles il y avait absence de certitude scientifique due à l'insuffisance des informations scientifiques pertinentes. De telles situations étaient aussi explicitement reconnues et prévues dans l'Accord SPS. Veiller à la cohérence entre les régimes juridiques internationaux était une façon importante d'aider à parvenir à un développement durable.

Point 7 Question des exportations de produits interdits sur le marché intérieur

91. La représentante de l'Égypte a rappelé que lors de la réunion du CCE du 12 octobre, sa délégation avait soulevé la question de l'exportation de cosmétiques et de savons contenant du mercure, fabriqués dans des pays européens pour être commercialisés principalement sur les marchés des pays en développement, alors qu'ils étaient interdits sur le marché intérieur des fabricants. Une lettre adressée à l'OMC par l'Organisation mondiale de la santé donnait des renseignements sur ce sujet. L'OMS avait aussi remis à l'Égypte une étude sur la question, établie par une ONG, Anamed. L'Égypte rappelait les discussions bilatérales qu'elle avait eues avec les CE à ce sujet et espérait que ces dernières fourniraient des renseignements supplémentaires au CCE, qu'elle transmettrait ensuite à son gouvernement pour suite à donner.

92. Le représentant du Nigéria a associé sa délégation à la déclaration de l'Égypte.

93. Le représentant des Communautés européennes a indiqué que le problème des savons contenant du mercure constituait une étude de cas intéressante de produits interdits sur le marché

intérieur. Bien que la législation communautaire en vigueur interdise la vente de tels produits sur le territoire des CE depuis 1976, elle n'en interdisait pas la fabrication ou l'exportation. Toutefois, depuis 1992, les exportateurs étaient tenus de notifier au pays importateur leur intention d'exporter ces produits. Les CE ajoutaient que lors du contrôle des entreprises européennes indiquées en tant qu'exportatrices de savons au mercure, il avait été constaté qu'elles avaient pratiquement toutes cessé leurs activités ou qu'elles ne fabriquaient plus le produit en question. Les CE croyaient comprendre que la Convention PIC ne portait pas sur les exportations de ce type. Elles estimaient que la question de l'exportation des produits interdits sur le marché intérieur pourrait être étudiée plus avant au CCE.

Point 8 Dispositions pertinentes de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce

94. La représentante du Costa Rica a présenté la Loi costa-ricienne sur la biodiversité, faisant part de cette expérience nationale afin de contribuer au débat sur ce point. Cette loi avait également été mentionnée dans le document WT/CTE/W/125. Elle était examinée par la Cour constitutionnelle du Costa Rica. Aux côtés de 157 pays qui avaient participé au Sommet "planète Terre", le Costa Rica avait signé la Convention sur la diversité biologique (CDB) en 1992. En signant la CDB, le Costa Rica avait contracté des obligations au niveau international visant à freiner l'appauvrissement de la biodiversité de la Terre. Il faisait siens les objectifs de la CDB, à savoir la conservation de la diversité biologique, l'utilisation durable de ses éléments et le partage juste et équitable des avantages découlant de l'exploitation des ressources génétiques. Selon la CDB, pour atteindre ces objectifs, il fallait garantir l'accès aux ressources génétiques, promouvoir le transfert de technologies nécessaires, dans le respect des droits sur ces ressources et technologies, et assurer un financement. Le Costa Rica avait adopté la Loi sur la biodiversité conformément à ses engagements au titre de la CDB. La Loi sur la biodiversité n° 7788 du 30 avril 1998, publiée au Journal officiel ("La Gaceta") n° 101 du 27 mai 1998, était entrée en vigueur à cette date. Cette loi définissait la biodiversité comme étant la variabilité des organismes vivants de toute origine, y compris les écosystèmes terrestres, aériens, marins et aquatiques ou les autres complexes écologiques. Le terme englobait la diversité au sein d'une même espèce ou entre les espèces, et les écosystèmes dont elles faisaient partie. Aux fins de cette loi, la définition de la biodiversité comprenait des éléments intangibles tels que les connaissances, les innovations et les pratiques traditionnelles, individuelles et collectives, que leur valeur soit actuelle ou potentielle, associées aux ressources biochimiques et génétiques, protégées ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par des systèmes d'enregistrement *sui generis*.

95. L'objectif de cette loi était de préserver la biodiversité et l'utilisation durable des ressources, ainsi que de répartir équitablement les coûts et avantages en résultant. À cette fin, le Costa Rica se proposait d'exercer sa souveraineté pleine et exclusive sur les éléments de sa biodiversité. L'article 10 contenait les objectifs de la loi: i) intégrer la conservation et l'utilisation durable des éléments de la biodiversité dans l'élaboration des politiques sociales, culturelles, économiques et environnementales, ii) encourager la participation active de tous les secteurs de la société dans la conservation et l'utilisation écologiquement viable de la biodiversité afin de parvenir à la durabilité sociale, économique et culturelle, iii) réglementer l'accès et, partant, faciliter la répartition équitable des avantages sociaux, environnementaux et économiques entre tous les secteurs de la société, en accordant une attention particulière aux communautés locales et aux populations autochtones, iv) améliorer le cadre administratif pour une gestion efficace et efficiente des éléments de la biodiversité, v) reconnaître et rémunérer les savoirs, les pratiques et les innovations des populations autochtones et des communautés locales, en vue de la conservation et de l'utilisation écologiquement viable des éléments de la biodiversité, vi) reconnaître les droits découlant de la contribution des connaissances scientifiques à la conservation et à l'utilisation écologiquement viable des éléments de la biodiversité, vii) promouvoir l'accès aux éléments de la biodiversité et le transfert de technologie associé, viii) favoriser la coopération internationale et régionale en vue de la conservation, de l'utilisation écologiquement viable et de la répartition des avantages découlant de la biodiversité, en particulier dans les zones frontalières ou dans les zones où les ressources sont partagées,

ix) encourager l'adoption d'incitations pour les services environnementaux relatifs à la conservation et à l'utilisation durable des éléments de la biodiversité et la rémunération de ces services et x) élaborer un système de conservation de la biodiversité assurant la coordination du secteur privé, des citoyens et de l'État afin de garantir l'application de la Loi.

96. La Loi sur la biodiversité comprenait dix chapitres. Le chapitre I contenait les dispositions générales. Le chapitre II définissait la gestion efficace des éléments de la biodiversité et prévoyait que le Ministère de l'environnement et de l'énergie assurerait la coordination des fonctions administratives liées à la gestion et la conservation de la biodiversité par le biais de la Commission nationale de gestion de la biodiversité (CONAGEBIO), avec l'appui d'un bureau technique et du Système national des zones de conservation (SINAC). La CONAGEBIO élaborerait les politiques nationales pour la conservation, l'utilisation écologiquement viable et la reconstitution de la biodiversité, en tenant compte des prescriptions de la Convention sur la diversité biologique et d'autres traités internationaux pertinents ainsi que des intérêts nationaux. La Commission était composée d'un représentant du Ministère de l'environnement et de l'énergie, du Ministère de l'agriculture, du Ministère de la santé, du Système national des zones de conservation, de l'Institut des pêches et de l'aquaculture, du Ministère du commerce extérieur, de l'Association nationale des agriculteurs, de l'Association nationale des populations autochtones, du Conseil national des recteurs, de la Fédération pour la protection de l'environnement et de l'Union des associations d'entreprises privées.

97. Afin d'éviter et de prévenir les atteintes ou préjudices, présents ou à venir, à la santé des personnes, des animaux ou des végétaux, ou à l'intégrité des écosystèmes, le chapitre III prévoyait que la législation établirait des mécanismes et procédures pour l'accès aux éléments de la biodiversité à des fins de recherche, développement, production, utilisation, libération ou introduction d'organismes génétiquement modifiés ou exotiques. Cette réglementation était encore en cours d'élaboration. Le chapitre IV établissait des règles sur la conservation et l'utilisation durable des écosystèmes et des espèces en vue de permettre aux autorités compétentes d'adopter des normes techniques appropriées et de mettre en place des mécanismes de conservation tels que lois et évaluations environnementales, études d'impact, audits d'environnement, autorisations, permis et incitations.

98. Le chapitre V définissait les prescriptions de base concernant l'accès aux éléments génétiques et biochimiques et la protection des connaissances associées, et qui portaient sur les points suivants: i) consentement préalable donné en connaissance de cause par le représentant du lieu auquel l'accès était donné, ii) approbation du consentement préalable donné en connaissance de cause par le Bureau technique de la Commission, iii) conditions du transfert de technologie et de la répartition équitable de tout avantage prévu dans les autorisations, accords et permis, et type de protection des connaissances associées exigé par les représentants du lieu auquel l'accès était donné, iv) définition de la façon dont ces activités contribueraient à la conservation des espèces et des écosystèmes, et v) désignation d'un représentant légal établi au Costa Rica dans le cas des personnes physiques ou morales domiciliées à l'étranger. Un permis d'accès était nécessaire pour pouvoir mener sur le territoire du Costa Rica tout programme de recherche ou de prospection biologique sur les éléments génétiques ou biochimiques de la biodiversité. En ce qui concerne les DPI, toute décision ayant une incidence sur la biodiversité devait être conforme aux objectifs de la Loi.

99. Le chapitre VII établissait des règles concernant les évaluations d'impact sur l'environnement, en particulier leur présentation, les lignes directrices pour leur élaboration et les audits d'environnement ainsi que d'autres règles. Conformément au chapitre VIII, concernant les règles sur les mesures d'incitation, le Ministère de l'environnement et de l'énergie ainsi que d'autres organismes publics, en coopération avec le secteur privé, y compris diverses organisations de la société civile, devaient encourager l'investissement pour l'utilisation durable et la conservation de la biodiversité. Le chapitre IX contenait des règles sur les procédures administratives, les procédures judiciaires pour les questions administratives ou les questions liées à la juridiction agraire (litiges entre personnes ne

mettant en jeu ni mesures administratives, ni mesures concernant les terres domaniales) ainsi que les sanctions administratives ou pénales relatives aux infractions prévues par le code pénal ou par une législation spécifique. Un des aspects intéressants de ces règles était qu'elles reconnaissaient à toute personne un droit d'action qui lui permettait d'engager des poursuites administratives ou judiciaires en vue de défendre ou de préserver la biodiversité.

100. Le 18 septembre 1998, le Bureau du Procureur général de la République du Costa Rica avait demandé à la Cour constitutionnelle d'établir le caractère anticonstitutionnel de certaines dispositions de la Loi sur la biodiversité. Le Bureau du Procureur général estimait que cette loi octroyait à la CONAGEBIO et au SINAC, vu les conditions de leur création, leur nature et leurs fonctions, des pouvoirs plus importants que ce qui était admissible pour un organe décentralisé, enfreignant ainsi les principes constitutionnels qui régissaient les attributions du pouvoir exécutif. Il remettait également en cause l'administration financière de la CONAGEBIO et du SINAC. Compte tenu de la procédure en cours, aucun de ces deux organes ne pouvait prendre de décision finale ou recevoir de fonds, ce qui entravait l'application de la Loi. Celle-ci ferait également l'objet de certaines modifications visant à améliorer la compatibilité des obligations au titre de la CDB et de l'Accord sur les ADPIC. Aucun projet de texte n'avait encore été soumis formellement, mais certains des points qui seraient analysés concernaient la protection des droits de propriété intellectuelle, en particulier la forme et les limites de la protection et les licences. Ces modifications éventuelles seraient examinées par le pouvoir exécutif, les agriculteurs, les groupes autochtones, les associations professionnelles, les groupes de défense de l'environnement, les milieux universitaires et la société civile.

101. Le représentant de la Thaïlande, au nom de l'Indonésie, de la Malaisie, des Philippines et de la Thaïlande, a présenté des observations sur la protection des obtentions végétales. Comme l'indiquaient les paragraphes 11 à 16 du document WT/CTE/W/125, l'Engagement international sur les ressources phytogénétiques reconnaissait l'importance des droits des agriculteurs et des obtenteurs. Les États exerçaient un droit souverain sur leurs ressources génétiques et sur la reconnaissance des droits des agriculteurs, y compris la répartition juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques. Ces droits n'étaient pas protégés par la Convention UPOV de 1991. Bien que la Thaïlande reconnaisse la compatibilité de l'Engagement international comme de la CDB, dans certains domaines, l'Accord sur les ADPIC et la CDB étaient incompatibles. L'Accord sur les ADPIC traitait des brevets pour de nouvelles variétés végétales et des droits de monopole des différentes entreprises. Pour ce domaine particulier, l'Accord sur les ADPIC ne reconnaissait pas le principe de la répartition juste et équitable des avantages. La Thaïlande pensait que l'article 27:3 b) de cet accord devrait reconnaître explicitement les droits souverains des États sur leurs ressources ainsi que les droits des communautés autochtones et des agriculteurs. L'article 27:3 b) disposait prévoyait que les Membres de l'OMC prévoiraient la protection des variétés végétales par des brevets, par un système *sui generis* efficace, ou par une combinaison de ces deux moyens. La Thaïlande estimait que l'article 27:3 b) devait permettre à chaque Membre d'opter pour un système de protection par des brevets et que celui-ci était un mécanisme réglementaire approprié visant à protéger un droit souverain de l'État. La Thaïlande remerciait les Membres qui avaient fourni des renseignements sur leurs systèmes *sui generis* fondés sur le modèle de l'UPOV; elle remerciait aussi le Secrétariat d'avoir établi le document WT/CTE/W/125 en réponse à la demande de l'ANASE. La Thaïlande demandait à la FAO de fournir des explications à propos du paragraphe 16 du document WT/CTE/W/125, au sujet de l'état d'avancement des travaux relatifs à l'Engagement international sur les ressources phytogénétiques. Elle souhaitait savoir si le texte révisé de l'Engagement deviendrait juridiquement contraignant et quels seraient les avantages et les inconvénients de faire de cet engagement un texte distinct ou un protocole relatif à la CDB.

102. Le représentant des Communautés européennes a estimé que la présentation de la Loi sur la biodiversité par le Costa Rica contribuait à améliorer les connaissances du CCE dans ce domaine. La décision du Costa Rica d'adopter des dispositions juridiques concernant l'accès à ses ressources génétiques constituait un exemple intéressant à suivre pour les pays possédant une riche biodiversité.

Toutefois, le point de savoir s'il fallait insister sur ce droit en tant qu'élément de l'Accord sur les ADPIC ou si l'Accord devait définir des aspects sur lesquels tous les Membres s'accorderaient était une question différente. Les CE estimaient qu'il n'y avait pas conflit entre la CDB et l'Accord sur les ADPIC. Les objectifs de justice et d'équité étaient compatibles avec ce dernier.

103. Le représentant de l'Inde a relevé que la première partie de ce point traitait de l'accès à la technologie, ainsi que de son transfert et de sa diffusion. Dans le document WT/CTE/W/66, l'Inde avait expliqué pourquoi cet aspect avait trait à l'accès aux marchés, examiné au titre du point 6. L'Inde avait proposé que lorsque des technologies et des produits écoresponsables étaient imposés par la législation d'un pays ou par un instrument international, ils devraient être fournis aux pays en développement à des conditions justes et les plus avantageuses. L'Inde approuvait la déclaration de la Thaïlande à propos de la relation entre l'Accord sur les ADPIC et la CDB. Elle relevait que, comme il était indiqué au paragraphe 23 du document WT/CTE/W/125, sur 18 Membres ayant répondu à la demande de renseignements sur les systèmes adoptés pour mettre en œuvre l'article 27:3 b), 17 avaient suivi le modèle UPOV; par ailleurs, les États-Unis et la Corée appliquaient des systèmes de brevets. Cela pourrait donner à penser, à tort, que l'article 27:3 b) devait être mis en œuvre par le biais soit de brevets, soit d'un système fondé sur le modèle UPOV. Par ailleurs, la collecte de renseignements avait été limitée aux pays développés. L'Inde concluait qu'un système *sui generis* était un système unique en son genre, élaboré pour répondre aux spécificités d'un pays en développement.

104. Le représentant de la Norvège a relevé que le rôle du système commercial multilatéral dans la recherche du développement durable devrait être un point de départ pour les débats dans ce domaine. Tous les accords multilatéraux pertinents devraient servir cet objectif et s'étayer mutuellement. La question du renforcement mutuel constituait un thème sous-jacent dans le document WT/CTE/W/125, qui traitait des liens entre la CDB et l'Accord sur les ADPIC, et présentait des études de cas concernant des systèmes de protection des DPI *sui generis* et la législation donnant effet à la CDB. Les objectifs de la CDB étaient la conservation de la biodiversité, l'utilisation durable de ses éléments et le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques. Ces objectifs étaient essentiels pour assurer une production et un développement durables. La mise en œuvre de la CDB nécessitait une coopération constructive entre le Nord et le Sud. Les mesures prises pour mettre en œuvre l'Accord sur les ADPIC et la CDB devaient être compatibles. Une question importante à examiner au CCE était de savoir si l'Accord sur les ADPIC laissait aux pays une flexibilité suffisante pour prendre les mesures nécessaires à une mise en œuvre effective de la CDB.

105. Un examen des liens CDB-Accord sur les ADPIC était en cours au Conseil des ADPIC. Lors de la dernière réunion de celui-ci, la Norvège avait déclaré qu'elle maintenait une attitude restrictive à l'égard des brevets sur les végétaux et les animaux et sur les cellules pouvant se transformer en végétaux et animaux. La Norvège estimait préférable de ne pas modifier le texte soigneusement équilibré de l'article 27:3 b) des ADPIC. Une latitude suffisante devrait être laissée aux parties dans la mise en œuvre des options *sui generis* pour la protection des obtentions végétales et aucune référence explicite ne devrait être faite à d'autres accords internationaux en la matière. La compatibilité de la CDB et de l'Accord sur les ADPIC devait être assurée pour ce qui était du partage des avantages. Les propositions tendant à intégrer, dans l'Accord sur les ADPIC, une disposition exigeant que soit indiquée l'origine des ressources génétiques et des connaissances associées méritaient d'être sérieusement étudiées. La Norvège estimait que la question des ADPIC et de la CDB ne devrait pas être considérée séparément des questions générales relatives au commerce et à l'environnement et qu'elle était liée au débat sur les rapports entre l'OMC et les AEM. Si les dispositions de la CDB étaient jugées pertinentes lors de la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC, la même logique devait être appliquée s'agissant des rapports entre les dispositions des AEM et les règles de l'OMC en général. Le débat concernant les ADPIC et la CDB renforçait l'idée que les études environnementales étaient utiles pour les négociations commerciales car elles aidaient à éviter

les conflits et à assurer le renforcement mutuels des instruments juridiques dans les domaines du commerce et de l'environnement.

106. Le représentant des États-Unis a dit que sa délégation ne voyait aucun conflit entre l'Accord sur les ADPIC et la CDB. Personne n'avait cité de cas montrant que les obligations au titre de la Convention ne pouvaient être respectées du fait des dispositions de l'Accord sur les ADPIC. Les suggestions tendant à modifier l'Accord sur les ADPIC afin d'appuyer les objectifs de la CDB n'étaient pas justifiées. Même si chaque Membre pouvait imaginer des façons de changer les règles de l'OMC pour servir d'autres objectifs valables, cela ne revenait pas à dire que si l'on pouvait envisager des moyens d'utiliser les règles commerciales pour soutenir les efforts d'autres organismes internationaux, le fait de ne pas le faire donnait à penser qu'il y avait conflit.

107. Le représentant du Brésil a dit que la CDB et l'Accord sur les ADPIC devaient s'étayer mutuellement. Pour des pays possédant une riche biodiversité, tels que le Brésil, il était important d'appliquer les dispositions de la CDB et d'en intégrer les dispositions pertinentes dans l'Accord sur les ADPIC. Dans le cadre de l'examen de l'article 27:3 b), il avait été proposé d'inclure d'autres éléments, tels que l'accès aux ressources génétiques et la protection des connaissances traditionnelles.

Point 10 Contribution à apporter aux organes pertinents pour ce qui est des arrangements appropriés concernant les relations avec les organisations intergouvernementales et non gouvernementales visées à l'article V de l'Accord sur l'OMC

108. Le représentant des États-Unis s'est félicité des travaux effectués par le Secrétariat pour améliorer les pages du site Web de l'OMC concernant le commerce et l'environnement, qui étaient décrits dans le document WT/CTE/W/131. Le site était d'une grande utilité dans les capitales pour répondre au nombre croissant de questions sur l'OMC. L'information était le meilleur moyen de lever les malentendus à propos de l'OMC. Les États-Unis se félicitaient des efforts entrepris par le Conseil général pour trouver les moyens d'améliorer l'image de l'OMC et ses relations avec la société civile. Des progrès dans ce domaine étaient indispensables si l'on voulait que le public appuie les travaux de l'OMC.

109. Le représentant de la Norvège a dit que l'amélioration du site Web de l'OMC était utile et se félicitait des efforts du Secrétariat dans ce domaine. Il était important de renforcer l'information à propos de l'OMC. La Norvège contribuait de manière constructive aux travaux menés dans ce domaine au Conseil général.

110. Le représentant du Canada s'est félicité des améliorations apportées par le Secrétariat au site Web de l'OMC; un site de qualité était un outil de communication indispensable. Il était important de mettre à la disposition du public les rapports des symposiums de l'OMC et de proposer des liens vers d'autres sites pertinents. De même, le téléchargement de documents mis en distribution générale devrait être facilité. Le Canada se félicitait de l'annonce faite à Seattle d'une coopération plus étroite entre les Secrétariats du PNUE et de l'OMC. Cette coopération plus étroite complétait au niveau international, les efforts entrepris par le Canada et d'autres pays en vue d'encourager une plus grande coopération entre les responsables de la politique commerciale et l'environnement au niveau national, qui permettrait de faire en sorte que la libéralisation des échanges et le développement durable continuent de s'étayer mutuellement. Cette coopération constituait aussi un début de réponse à la nécessité d'une cohérence institutionnelle accrue entre l'OMC et le système des Nations Unies, vivement préconisée par le Canada. Celui-ci attendait avec intérêt les débats du Conseil général sur la transparence des activités de l'OMC. Il avait proposé qu'une partie du budget ordinaire de l'OMC soit consacré au financement d'initiatives de vulgarisation, que les documents de travail du Secrétariat, les contributions formelles des Membres et les projets d'ordre du jour et de compte rendu des réunions soient mis en distribution non restreinte et fournis si possible dans toutes les langues officielles de l'OMC et enfin que les efforts de transparence dans le processus de règlement des différends soient

poursuivis. Les symposiums précédents sur le commerce et l'environnement à l'intention des ONG avaient permis d'améliorer la compréhension mutuelle entre groupes ayant des points de vue différents sur ces questions. Le Canada souhaitait qu'une réunion similaire soit organisée encore cette année, qui pourrait éventuellement coïncider avec les réunions de juillet et d'octobre du CCE. Le Canada appuyait les projets du Secrétariat d'organiser des séminaires régionaux sur le commerce et l'environnement.

111. Les représentants du Japon et de l'Australie se sont félicités des efforts que poursuivait le Secrétariat pour améliorer le site Web de l'OMC et pour organiser des séminaires régionaux et des symposiums à l'intention des ONG.

112. Les représentants du Costa Rica et du Pérou ont dit qu'il serait important d'organiser un séminaire régional sur le commerce et l'environnement en Amérique latine et espéraient que les Membres apporteraient les contributions financières nécessaires.

113. Le représentant des Communautés européennes a souhaité savoir comment le Secrétariat sélectionnait les documents à placer sur le site Web et décidait des liens à établir vers d'autres sites.

114. Le Secrétariat a expliqué que les améliorations apportées aux pages du site Web concernant le commerce et l'environnement s'inscrivaient dans le cadre d'un exercice plus large, visant à revoir et à réorganiser l'ensemble du site de l'OMC pour mieux répondre aux besoins d'un nombre croissant d'utilisateurs. Les principaux objectifs étaient de procéder aux aménagements nécessaires compte tenu du volume croissant de documents disponibles sur le site, de rendre la navigation plus aisée et le contenu du site plus compréhensible pour le grand public. Les pages sur le commerce et l'environnement contenaient des documents de travail du CCE mis en distribution générale. Les liens vers d'autres sites pertinents étaient à l'étude, notamment vers les sites du PNUE et de la CNUCED traitant du commerce et de l'environnement. Des contributions des délégations aideraient le Secrétariat à tenir à jour le site en permanence. Le Secrétariat avait reçu plusieurs demandes informelles de la part des délégations concernant l'organisation de séminaires régionaux sur le commerce et l'environnement. L'OMC avait prévu d'organiser sept séminaires régionaux en 2000 en collaboration avec d'autres organisations internationales compétentes telles que le PNUE et la CNUCED. Les questions intéressant les régions où se tiendraient les séminaires recevraient une attention particulière. À chaque séminaire, deux représentants par pays participant seraient invités de sorte qu'un représentant du Ministère du commerce ou des affaires étrangères et un représentant du Ministère de l'environnement prendraient part aux travaux. À ce stade, parmi les séminaires envisagés, l'un, à l'intention des pays africains anglophones, serait organisé en Afrique du Sud au mois d'avril et l'autre, à l'intention des pays méditerranéens, se tiendrait à Malte au mois de mai. D'autres séminaires pourraient être organisés, en fonction des contributions financières des Membres.

Réunions d'information sur les AEM

115. Il a été décidé que le CCE tiendrait deux réunions d'information avec les Secrétariats d'accords environnementaux multilatéraux (AEM) dont les travaux sont en rapport avec les siens, et qui coïncideraient avec les réunions du CCE des 5 et 6 juillet et 24 et 25 octobre. Les représentants suivants seraient invités à participer à la réunion d'information du 5 juillet sur les AEM: Convention sur la diversité biotechnologique pour le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques, Convention sur les changements climatiques pour le Protocole de Kyoto, Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA), Convention sur la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique (CCAMLR) et Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES). Pour la réunion d'information du 24 octobre: Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, Secrétariat des substances chimiques du PNUE pour les Conventions sur le consentement préalable donné en connaissance de cause (CIP) et sur les polluants

organiques persistants (POP), Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, Forum intergouvernemental sur les forêts (FIF) et Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT).

116. Le Président a annoncé que le PNUE, en tant qu'observateur auprès du CCE, assisterait aux deux réunions d'information. À la demande des Membres, la Sous-Section du PNUE responsable de la surveillance de la conformité et de l'exécution des engagements serait invitée à présenter le Groupe d'experts de la surveillance de la conformité et de l'exécution des engagements découlant des conventions environnementales au cours d'une des deux réunions d'information sur les AEM. L'organisation des deux réunions nécessiterait une certaine flexibilité et dépendrait de la disponibilité des Secrétariats des AEM. Le Président a signalé aux Membres l'existence de la base de données sur l'utilisation des mesures commerciales dans les AEM que le Secrétariat, en collaboration avec les Secrétariats des AEM, avait l'intention de présenter à titre d'information générale pour la réunion d'information de juillet.

117. L'observateur du PNUE a présenté son programme sur le commerce et l'environnement, exposé dans le document WT/CTE/W/137, ainsi que l'Équipe spéciale PNUE/CNUCED chargée du renforcement des capacités dans les domaines du commerce, de l'environnement et du développement, dont il était question dans le document WT/CTE/W/138.

118. L'observateur de la CNUCED a rendu compte de la dixième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement organisée à Bangkok du 12 au 19 février 2000, de la réunion d'intersessions de la Commission du développement durable (CDD) organisée à New York du 22 au 25 février 2000 et des activités de renforcement des capacités de la CNUCED. La dixième session de la Conférence, qui avait été centrée sur les stratégies de développement dans le cadre de la mondialisation, avait adopté la Déclaration et le Plan d'action de Bangkok. Ce dernier définissait un mandat pour les activités des quatre prochaines années de la CNUCED, qui devaient viser à favoriser l'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale (voir l'annexe). La CNUCED s'employait à établir, sur la base du Plan d'action, un programme de travail, de recherche et d'assistance technique intergouvernemental. Lors de la dixième session de la Conférence, le PNUE et la CNUCED avaient créé une Équipe spéciale conjointe chargée du renforcement des capacités dans les domaines du commerce, de l'environnement et du développement. La CNUCED exécutait aussi, en collaboration avec la Fondation pour le droit international de l'environnement et le développement, un projet, financé par le Département du développement international du Royaume-Uni, visant à renforcer les capacités en matière de commerce et d'environnement dans dix pays en développement. Avec le soutien du Centre canadien de recherche pour le développement international, la CNUCED lançait un projet sur l'environnement et les mesures SPS et le commerce, visant à renforcer la capacité des pays en développement de satisfaire aux normes environnementales. La CNUCED participait aux séminaires régionaux de l'OMC sur le commerce et l'environnement.² En vue de la huitième session de la CDD qui s'est tenue du 24 avril au 4 mai, le Groupe de travail spécial intersessions sur les ressources financières, le commerce, les investissements et la croissance économique, sous la coprésidence de MM. Ahmed Ihab Gamaleldin (Égypte) et Choi-Seok-Young (Corée), avait établi un résumé des coprésidents sur les débats et les éléments possibles de projets de décision de la CDD dans ces domaines.³ Les Membres pouvaient se procurer, pour examen, une version non éditée de ce document, qui faisait l'objet d'une distribution préliminaire; les décisions portaient sur des questions intéressant le CCE. À sa huitième session, la CDD préparerait également l'évaluation, prévue pour 2002, des résultats de dix ans d'activités de la CNUCED.

² Voir http://www.unctad.org/trade_env/index.htm.

³ Voir le Rapport du Secrétaire général (E/CN.17/2000/4).

119. Le représentant du Japon s'est félicité des efforts du PNUE et de la CNUCED et a souligné l'importance du renforcement des capacités dans les domaines du commerce et de l'environnement pour les pays en développement. Le CCE devrait envoyer des communications aux organismes d'aide internationaux et nationaux concernant la façon d'octroyer une aide appropriée dans les domaines du commerce et de l'environnement, y compris pour l'éco-étiquetage, l'exportation de produits interdits sur le marché intérieur et les ADPIC. Le Japon proposait que le Secrétariat élabore un document en collaboration avec une organisation internationale compétente, telle que le PNUE ou la CNUCED, sur l'assistance technique en matière de commerce et d'environnement.

Conclusions du Président

120. Le Président, évoquant les activités du CCE en 1999, a estimé que le Comité avait continué d'apporter une contribution importante, sur le plan de l'analyse, aux travaux sur le commerce et l'environnement, qui avait permis aux Membres d'approfondir leurs connaissances sur tous les points figurant à l'ordre du jour du CCE et avait créé un climat de confiance. Le CCE était également parvenu à renforcer la cohérence avec d'autres organisations intergouvernementales et à élargir la participation à ses travaux de telles organisations. La réunion d'information sur les AEM organisée à l'occasion de la réunion de juillet 1999, avait beaucoup contribué à faire connaître les faits récents liés au commerce intervenus dans le cadre des accords environnementaux multilatéraux. Le CCE avait également tiré profit du Symposium de haut niveau sur le commerce et l'environnement organisé en mars 1999 à l'intention des ONG, auquel plus de 800 personnes avaient participé, dont beaucoup venaient de pays en développement. Le Président a remercié les délégations de leur coopération et de leur participation active aux travaux du CCE qui avaient facilité son travail en tant que Président, et s'est dit convaincu que les débats se poursuivraient tout au long de l'année dans un cadre aussi harmonieux.

121. Le CCE a exprimé sa gratitude à M. l'Ambassadeur István Major pour la façon dont il a dirigé les travaux du CCE durant son mandat de Président du Comité, et à M. Hector Torres (Argentine) pour la contribution dynamique et constructive qu'il a apportée depuis l'origine aux débats du CCE.

122. Le CCE a souhaité la bienvenue à M. l'Ambassadeur Bikié (Gabon) en sa qualité de Président du Comité.

Annexe

PLAN D'ACTION⁴

II. L'ACTION DE LA CNUCED

C. Commerce international

x) Commerce et environnement

146. Les activités de la CNUCED, en coopération avec d'autres organisations compétentes, devraient se concentrer sur les moyens d'équilibrer le débat sur le commerce et l'environnement en plaçant en perspective les problèmes qui intéressent les pays en développement et en renforçant la dimension développement. À cette fin, une attention particulière devrait être accordée aux domaines d'activité suivants:

- définir des mesures permettant de s'attaquer aux principaux obstacles – manque de moyens techniques, financiers et institutionnels, insuffisance du potentiel d'offre, etc. – auxquels doivent faire face de nombreux pays en développement confrontés aux défis écologiques, en tenant compte de la situation et des besoins de chaque pays en matière d'environnement et de développement;
- contribuer à faire mieux comprendre les incidences économiques et sociales que des mesures commerciales à finalité écologique peuvent avoir pour des pays se trouvant à des niveaux de développement différents, notamment les incidences des normes écologiques sur les exportations des pays en développement;
- déterminer les besoins spécifiques des pays en développement en ce qui concerne le renforcement des capacités et promouvoir un vaste programme de renforcement des capacités dans les domaines du commerce, de l'environnement et du développement.

147. La CNUCED devrait également, en pleine coopération avec d'autres organisations compétentes, en particulier et selon qu'il conviendra, l'OMPI et l'OMS, encourager les analyses et la recherche d'un consensus afin d'identifier les aspects potentiellement bénéfiques pour les pays en développement, notamment le lien entre santé publique et développement. À cet égard, l'accent devrait être mis sur les points suivants:

- examiner les incidences économiques et développementales des accords multilatéraux relatifs à l'environnement et rechercher des moyens de promouvoir l'application effective de mesures axées sur la réalisation d'objectifs écologiques universels;
- étudier des moyens d'encourager le développement autochtone et le transfert d'écotechnologies dans les pays en développement, grâce notamment à l'application des dispositions pertinentes de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, par exemple de ses articles 7 et 66.2, afin de contribuer à la promotion de l'innovation technologique et au transfert et à la diffusion de la technologie dans l'intérêt mutuel des producteurs et des utilisateurs de connaissances technologiques selon des

⁴ TD/386, 18 février 2000.

modalités qui favorisent le bien-être économique et social et un équilibre entre droits et obligations;

- compte tenu des objectifs et des dispositions de la Convention sur la diversité biologique et de l'Accord sur les ADPIC, étudier des moyens de protéger le savoir, les innovations et les pratiques des communautés locales et autochtones et de renforcer la coopération en matière de recherche-développement sur les technologies liées à l'utilisation durable des ressources biologiques;
 - étudier les incidences et les retombées potentielles des mesures environnementales sur le commerce et le développement, en tenant compte des préoccupations des pays en développement, plus particulièrement en ce qui concerne les effets possibles pour les petites et moyennes entreprises;
 - appuyer les efforts déployés par les pays en développement pour promouvoir la production, et les possibilités de commercialisation, de produits écologiquement préférables;
 - rechercher les moyens de promouvoir et d'appuyer les investissements et les échanges de nature à favoriser la croissance économique et le développement durable, notamment en ce qui concerne les ressources biologiques, dans le cadre d'initiatives comme l'initiative Biotrade;
 - étudier les moyens de tenir compte des préoccupations des pays en développement concernant les exportations de produits faisant l'objet d'une interdiction au niveau national;
 - insister sur l'importance d'une juste appréciation des ressources naturelles afin d'accroître la compétitivité des biens et services générés par ces ressources;
 - aider les pays en développement à mieux comprendre les incidences commerciales, environnementales – y compris du point de vue de la biodiversité – et développementales des biotechnologies;
 - promouvoir le renforcement des capacités de recherche-développement et les systèmes juridiques et réglementaires, à l'appui du programme de travail de la Commission des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement;
 - continuer de faire fonction de responsable de projet concernant les questions de développement durable, d'environnement et de commerce pour la Commission du développement durable.
-